

Financing for Feminist Futures: Semer les graines des futurs financements féministes



Rapport de réflexion



Walking the Talk Consortium, Avril 2026:
Hivos, Restless Development, Equipop, ODI Europe
et Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (DSW).

Crédits

Autrices: Chandreyi Guharay & Virginia Broering

Design & Illustrations: Marie-Anne van Leeuwen, Jane Kamau and Sonaksha Yyengar

Groupe de révision Walking the Talk: Aline Burni, Bruna Martinez, Camille Frouin, Celina Wild, Emily Mc Chrystal, Jacob Wood, Jaël Poelen, Jim Monkel, Laura Moreno Hulsman, Lucie Daniel, Nicolas Rainaud, Sofia Lopez Rodriguez, Tanja Siebenbrodt et Valerie Kierkels.

Révision externe: Divya Mukand, Katie Lau, Katie Tobin, Laura Vergara, Paulina Sicius, Rachel Jacobson et Ramatoulaye Mballo.

Remerciements

La conférence *Financer pour des Futurs Féministes* (en anglais: *Financing for Feminist Futures* ou F4FF) a été organisée grâce aux efforts conjoints de nombreuses personnes issues de toutes les régions du monde. Nous ne faisons pas seulement référence ici au travail remarquable accompli par les équipes stratégiques et logistiques qui ont œuvré en coulisses pour réunir près de 200 féministes à Madrid. Nous tenons également à remercier l'ensemble de la communauté F4FF qui a fait preuve de passion, d'expérience et d'engagement en entrant dans La Casa Encendida, prête à élaborer des stratégies et à se battre pour un avenir plus juste, et forcément féministe pour toutes et tous. Nous saluons également toutes les personnes qui n'ont pas pu se joindre à nous pour des raisons de discrimination en matière de visas, de contraintes financières et de bureaucratie.

Le lieu de la conférence, la collaboration de La Casa Encendida et le partenariat avec La Coordinadora de Organizaciones para el Desarrollo n'ont fait qu'enrichir notre conférence. Ils nous ont aidés à nous orienter dans le contexte local madrilène, en nous mettant en relation avec la société civile espagnole et les responsables gouvernementaux, ancrant ainsi l'événement dans les réalités locales. Nous remercions nos conseillères Walking the Talk, Beth Woroniuk, Foteini Papagiotti, Ishita Chaudhry et Bhawna Khattar, pour leurs conseils avisés et leur expérience, qui ont profondément contribué au succès de la conférence. Nous remercions également la secrétaire d'État espagnole à la

Coopération internationale, Eva Granados, pour son soutien et son discours d'ouverture de la conférence en nous souhaitant chaleureusement la bienvenue à Madrid. Grâce à notre partenariat avec Alliance Magazine, qui a élargi la portée de la conférence en capturant et en partageant nos idées avec ses lecteurs et lectrices du monde entier, notre conférence a pu toucher un public plus large, ce que nous apprécions grandement. Nous sommes profondément reconnaissantes envers tous les animatrices des ateliers d'apprentissage (Learning Huddles) pour leur dévouement et leur engagement: Jovana Rios, Divya Mukand, Sivananthi Thanenthiran, Alejandra Morena, Sana Mustafa, Fadekemi Akinfaderin, Noelene Powell, Maria Bobbenrieth, Anisha Chugh et Ramatoulaye Mballo.

Nos remerciements les plus sincères à Bren Kutch pour avoir partagé ses notes prises lors de la conférence et ainsi contribué à l'élaboration de ce document.

Enfin, notre gratitude va à la Fondation Gates pour avoir financé Walking the Talk, qui a permis à cette conférence de voir le jour.

Note de positionnement

Walking the Talk (WtT), le consortium à l'origine de F4FF, composé de Hivos (Pays-Bas), Restless Development (Royaume-Uni), Equipop (France), ODI Europe (Bruxelles) et Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (Allemagne), opère dans cet esprit collectif. En tant que consortium européen engagé dans la co-création d'un monde majoritaire-minoritaire, WtT place la collaboration et la solidarité interrégionales au cœur de son influence, de ses recherches et de son plaidoyer. Notre programme plaide en faveur de l'utilisation des ressources européennes pour soutenir le travail mené par les organisations féministes dans le monde majoritaire pour promouvoir l'égalité de genre et les droits des femmes. Notre plaidoyer et notre influence s'exerçant principalement en Europe et dans les espaces politiques mondiaux, nous reconnaissons que cette position fait partie intégrante de la perspective à travers laquelle ce document est rédigé.

Vous remarquerez également que ce document a été rédigé à la première personne du pluriel. Ce choix reflète le langage utilisé par les participantes tout au long de la conférence et répond à l'appel pressant en faveur de la construction d'un « nous » plus large qui ne balaye pas les différences et les expériences diverses, et se présente comme une tente sous laquelle nous pouvons nous réunir pour imaginer, articuler et construire collectivement un avenir féministe pourvu de ressources. Ainsi, chaque fois que le pronom « nous » est utilisé, il fait référence à la communauté F4FF et à l'écosystème féministe au sens large qui se reconnaît dans les réflexions et expériences de vies partagées lors de la conférence.



Acronymes & Abréviations

AWDF	Fonds de développement des femmes africaines
AWID	Association pour les droits des femmes dans le développement
COP30	30e réunion de la Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC)
F4FF	Financing for Feminist Futures
FfD4	4e Conférence internationale sur le financement du développement
GDP	Produit intérieur brut (PIB)
GII	Investissement à impact sur le genre
GNI	Revenu national brut
HIVOS	Institut humaniste pour la coopération au développement
IAFFE	Association internationale pour l'économie féministe
IMF	Fond monétaire international (FMI)
INGO	Organisation non gouvernementale internationale (ONGI)
LAC	Amérique latine et Caraïbes
LGBTQ+	Lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queer et autres orientations sexuelles et identités de genre
NGO	Organisation non gouvernementale (ONG)
ODA	Aide publique au développement (APD)
ODI	Institut de développement outre-mer
RESURJ	Réaliser la justice sexuelle et reproductive
SDGs	Objectifs de développement durable
SAWF-IN	Fondation des femmes d'Asie du Sud, Inde
SPA	Plateforme d'action de Séville
SRHR	Droits et santé sexuels et reproductifs (DSSR)
SWANA	Asie du Sud-Ouest et Afrique du Nord
UN	Organisation des Nations Unies
UNCTAD	Commerce et développement des Nations Unies
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
WB	Banque mondiale
WFA	Fonds pour les femmes d'Asie
WMG	Women's Major Group
WtT	Walking the Talk

Sommaire

Crédits	2
Remerciements	2
Note de positionnement.....	3
Acronymes & Abréviations	4
Préface	6
Synthèse.....	8
Ce qu'est ce document & ce qu'il n'est pas	11
Lettre aux lecteur·ice·s.....	12
Temps forts de la conférence F4FF.....	13
L'univers qui nous entoure: situer la F4FF dans le contexte actuel	15
Explorer ensemble: notre voyage de 3 jours dans l'univers féministe.....	17
Au coeur de la galaxie: financement pour les futurs féministes	20
La politique de l'argent: une crise de solidarité et de justice plutôt qu'une crise de pénurie	22
Affirmations Féministes dans le cosmos.....	27
Axe 1 Développer nos mouvements: Élaborer ensemble une stratégie	32
Axe 2 Tenir la ligne en plein éclatement: les sources de financement traditionnelles, un terrain contesté par les féministes	40
Axe 3 Renforcer le financement féministe pour l'égalité de genre – S'appuyer sur la FfD4 et explorer de nouvelles possibilités	49
L'univers féministe financé pour lequel nous continuons à nous battre	57
Annexe 1. Déstabiliser l'orbite: une non-conférence féministe	59
Annexe 2. Au-delà de F4FF: où les conversations ont mené.....	61
Annexe 3. Ressources et références citées.....	62

Préface

Le consortium Walking the Talk a été créé à la suite du Forum Génération Égalité, lorsque les engagements en faveur d'une politique étrangère féministe en Europe et dans le monde ont ouvert de réelles perspectives politiques pour faire progresser les engagements financiers et influencer les programmes politiques en matière de justice de genre. Depuis ses débuts en 2023, le paysage politique a radicalement changé, marqué par la montée des mouvements anti-droits, les attaques contre le multilatéralisme et les coupes budgétaires importantes dans l'aide publique au développement (APD). Dans ce contexte, le consortium a affûté sa stratégie pour plaider en faveur d'une augmentation des financements alloués à l'égalité de genre, tout en intégrant plus clairement les revendications féministes dans le programme de financement du développement (FfD), et en poursuivant ses efforts pour garantir des ressources durables et adéquates aux mouvements féministes, en particulier dans le monde majoritaire.

Ce processus a donné lieu à la co-création des 12 appels à l'action pour le financement de l'égalité de genre, un cadre de plaidoyer commun visant à obtenir des ressources plus importantes et de meilleure qualité pour les mouvements féministes, notamment en continuant à exiger que 20% de l'aide publique au développement soit allouée à l'égalité de genre. S'appuyant sur une écoute attentive des fonds pour les femmes, des organisations féministes du Sud et des leadeuses de mouvements, ce travail ne visait pas à établir un nouveau programme, mais à renforcer les demandes collectives et à créer un espace pour réfléchir, s'organiser et agir ensemble avant et après la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4) en juin 2025. C'est donc dans ce contexte politique que le consortium Walking the Talk a choisi d'organiser la conférence F4FF.

La F4FF s'est réunie en 2025, une année particulièrement difficile pour le monde de la justice de genre. Dans tous les contextes, les mouvements féministes sont confrontés à des inégalités croissantes, à un autoritarisme grandissant, à un recul en matière d'égalité de genre et à un rétrécissement de l'espace civique, tout en devant réagir plus rapidement, souvent avec moins de ressources et moins de marge de manœuvre. Le chemin vers Madrid a été jalonné de nombreux événements importants. Des rassemblements organisés par des mouvements tels que le Forum des Associations pour les droits des femmes en développement (AWID) ont créé un espace d'imagination, de connexion et d'ancrage politique au-delà des institutions, tandis que des processus multilatéraux tels que le FfD4 à Séville ont souligné à la fois l'urgence des revendications féministes en matière de justice de dette, d'économies de soins, de coopération sur la justice fiscale et budgétaire, et de leadership du Sud global, et les limites des systèmes mondiaux actuels pour garantir la justice, la dignité et le bien-être de tous et toutes, en particulier des personnes les plus marginalisées. Dans cette optique, le F4FF est devenu une pause délibérée et un moment de convergence.

Dans une période particulièrement difficile, la conférence a généré une énergie constructive et créé un espace propice aux conversations stratégiques et au tissage de liens significatifs, tout en renforçant la joie, l'amour et la solidarité qui soutiennent nos mouvements. Elle n'avait pas pour

objectif de produire une feuille de route unique ou un ensemble de réponses, mais plutôt de partager librement des stratégies et d'explorer ce à quoi pourraient ressembler les ressources féministes au sein et au-delà des cadres familiers de l'aide étrangère, du financement public et philanthropique, notamment en ce qui concerne les mécanismes de financement innovants, les réparations et le financement mené par les mouvements.

Ce rapport de réflexions s'adresse aux mouvements féministes, aux fonds pour les femmes, aux allié·e·s de la société civile et aux décideurs et décideuses engagés pour la transformation du financement de l'égalité de genre. Nous invitons les lecteurs et lectrices non seulement à prendre connaissance de ces réflexions, mais aussi à agir en conséquence: réorienter les ressources, remettre en question les paradigmes de financement néfastes et se montrer solidaires avec les mouvements féministes qui réclament un changement structurel.

Alors que nous nous tournons vers 2026, une année déjà complexe marquée par la poursuite de l'érosion des droits démocratiques et par les ressources publiques de plus en plus consacrées à la guerre et aux conflits, la nécessité d'une action collective est plus urgente que jamais. Les différents acteurs et actrices restent fermement déterminés à faire avancer ce programme et à tenir les donateur·ice·s publics et privés responsables de leurs engagements politiques et financiers en faveur de l'égalité de genre et de sociétés démocratiques et ouvertes. La conférence F4FF a réaffirmé une leçon simple mais puissante: ce travail ne peut être accompli seul·e. Plus que jamais, nous devons œuvrer ensemble, renforcer la solidarité au-delà des différences et continuer à construire les alliances et les stratégies nécessaires pour soutenir les mouvements féministes aujourd'hui et à l'avenir.

Bruna Martinez

Bruna Martinez C. Santos

Program Manager Walking the Talk



Synthèse

Que faut-il pour soutenir les mouvements féministes, rééquilibrer le pouvoir et financer un avenir équitable et digne pour tous et toutes? Si les mouvements féministes se penchent depuis longtemps sur cette question, elle est aujourd'hui plus urgente que jamais. Partout dans le monde, ces mouvements sont confrontés à la montée de l'autoritarisme, aux mobilisations anti-droits, au rétrécissement de l'espace civique et aux coupes budgétaires importantes, alors même qu'ils s'efforcent de défendre la démocratie et une vie juste, digne et joyeuse pour tous et toutes.

Ce rapport de réflexion présente les principales conclusions, les tensions et les stratégies issues de la conférence « Financing for Feminist Futures » (F4FF), organisée par le consortium Walking the Talk. Près de 200 féministes de diverses régions et secteurs se sont réunies pour examiner comment les mouvements féministes peuvent être financés de manière durable dans le cadre du financement traditionnel du développement et au-delà. Plutôt que de préconiser des solutions, ce document contribue au discours politique global sur le financement des mouvements féministes, en mettant l'accent sur les connaissances, l'expérience vécue et la stratégie collective du mouvement comme sources essentielles de leadership et d'expertise.

TROIS VOIES STRATÉGIQUES POUR FINANCER LES FUTURS FÉMINISTES

La conférence s'est articulée autour de trois thèmes interdépendants, chacun apportant un éclairage sur les moyens mis en œuvre par les mouvements féministes et leurs allié-e-s pour faire face à la crise des ressources et promouvoir des alternatives transformatrices.

CONSTRUIRE NOS MOUVEMENTS: ELABORER DES STRATEGIES ENSEMBLE

- **Soutenir les futurs féministes implique la reconnaissance des mouvements féministes en tant qu'acteurs politiques qui façonnent les programmes de financement:** Pour faire progresser les ressources féministes, il faut un financement basé sur la confiance, co-créé et dirigé par le mouvement, qui mette l'accent sur le leadership de la majorité mondiale et l'expertise locale.
- **Le financement des futurs féministes nécessite un investissement soutenu et intersectionnel dans:** la libération des personnes queer et trans, la justice pour les personnes en situation de handicap, la justice raciale, la justice climatique et les mobilisations menées par les jeunes en tant qu'efforts interdépendants. Le fait de séparer ces questions ne fait que nuire à la réalité des mouvements et affaiblir leur pouvoir collectif.
- **Les fonds destinés aux femmes et aux féministes sont des piliers essentiels de l'écosystème de financement féministe:** Ils soutiennent l'organisation locale et pratiquent un financement participatif, à long terme et flexible, aligné sur les priorités du mouvement.
- **La collaboration entre les mouvements, les fonds, les chercheurs et les donateur-ice-s remet en question les modèles de financement concurrentiels:** Renforcer ces alliances est essentiel pour la durabilité collective et l'expansion de l'influence politique féministe.

TENIR LA LIGNE: LE FINANCEMENT TRADITIONNEL, UN TERRAIN CONTESTÉ PAR LES FEMINISTES

Les sources de financement traditionnelles, notamment l'aide publique au développement (APD), le financement multilatéral et la philanthropie, restent essentielles mais sont très controversées. Le financement public est vital pour organiser les mouvements féministes, en particulier pendant les périodes de crises et de conflits. Ces systèmes renforcent toutefois souvent une gouvernance hiérarchique et des priorités imposées par le donateur·ice·s, limitant ainsi l'autonomie des mouvements. La défense du financement public nécessite des réformes structurelles afin de garantir des pratiques de financement reflétant les valeurs féministes et les approches fondées sur la justice.

La philanthropie permet d'augmenter les ressources disponibles, mais elle perpétue souvent les déséquilibres de pouvoir et manque de transparence. Pour que l'engagement philanthropique soit efficace, il est essentiel de modifier les rapports de force, d'accroître la transparence et d'aligner le financement sur les priorités du mouvement. Bien qu'il soit important de diversifier et d'élargir les partenariats de financement, les sources privées et philanthropiques ne peuvent remplacer la responsabilité de l'État. Le financement public de la justice de genre reste une obligation politique.

Dans ce contexte, tenir la ligne ne signifie pas préserver des systèmes défaillants mais plutôt prévenir de nouvelles régressions et créer une dynamique en faveur d'un changement systémique.

RENFORCER LE FINANCEMENT FÉMINISTE: S'APPUYER SUR LA FFD4 ET EXPLORER DE NOUVELLES POSSIBILITÉS

Les processus de financement mondiaux, notamment la quatrième Conférence sur le financement du développement (FfD4), offrent à la fois des opportunités et des défis pour le financement des mouvements féministes. Si les programmes féministes ont davantage de visibilité dans les débats mondiaux sur le financement, les appels à une transformation économique systémique restent marginalisés dans des cadres financiers qui privilégient de plus en plus les capitaux privés et les solutions orientées vers le marché.

Les mouvements féministes et les donateur·ice·s testent des mécanismes de financement innovants, développent des infrastructures financières propres aux mouvements et poursuivent des stratégies alternatives de mobilisation des ressources pour assurer la durabilité à long terme. Ils et elles adaptent les outils financiers existants pour les aligner sur les valeurs féministes, « piratant » efficacement des systèmes qui n'étaient pas initialement conçus pour ces priorités. Cependant, l'innovation financière seule ne suffit pas. Sans une forte responsabilité féministe, les nouveaux outils de financement risquent de subordonner les programmes féministes à des investissements à but lucratif et à la logique capitaliste, renforçant ainsi les inégalités structurelles.

LE MOMENT EST VENU D'INVESTIR DANS LES FUTURS FÉMINISTES

Tout au long de la conférence, les participant·e·s ont réaffirmé un principe féministe fondamental: l'argent est politique. La crise de financement actuelle n'est pas une question de pénurie, mais de solidarité et de justice. Alors que les mouvements féministes demeurent sous-financés, la concentration mondiale des richesses, la militarisation et les systèmes économiques extractifs continuent de se développer.

Les mouvements féministes proposent une alternative claire pour construire un monde qui vaille la peine d'être vécu: des systèmes de financement qui privilégient la redistribution et placent les soins et le bien-être collectif des personnes et de la planète au centre des préoccupations. La réalisation de cette vision nécessite un engagement politique de la part des gouvernements, des institutions multilatérales, des organisations philanthropiques et de la société civile. Pour répondre à l'urgence du moment, il faut transformer la manière dont les ressources sont générées, gérées et distribuées.

La question n'est pas de savoir si un avenir féministe est possible. Contre toute attente, les mouvements féministes continuent de démontrer qu'ils le construisent déjà au sein de communautés, de territoires et d'alliances transnationales à travers le monde. Grâce au travail politique du féminisme, nous avons la possibilité d'imaginer une autre organisation du monde et d'agir pour que cet avenir devienne réalité.

Il s'agit désormais de veiller à ce que les systèmes de financement évoluent avec les mouvements féministes et que l'action collective soutienne des structures de financement féministes capables d'appuyer, d'étendre et de protéger ce travail. Les décisions prises aujourd'hui détermineront si les systèmes de financement continueront à concentrer les pouvoirs et à perpétuer les crises ou s'ils deviendront des instruments de justice et de libération collective.

Ce qu'est ce document & ce qu'il n'est pas

« ...il n'existe pas de réponse unique qui résoudra tous nos problèmes futurs. Il n'y a pas de solution miracle. Au contraire, il existe des milliers de réponses, pour le moins. Vous pouvez être l'une d'entre elles si vous le souhaitez. »

- Octavia Butler

En lisant ce rapport de réflexions, vous remarquerez quelques références à La Parabole du semeur, roman de l'écrivaine afro-américaine et pionnière du féminisme Octavia E. Butler. Publié en 1993, ce roman nous plonge dans un monde ravagé par l'effondrement climatique, les inégalités profondes, la violence autoritaire et le démantèlement de la solidarité collective, des conditions qui sont aujourd'hui une réalité pour de nombreuses féministes. Nous nous inspirons de l'œuvre de Butler pour son ton visionnaire, presque prophétique, qui fait fortement écho aux défis abordés tout au long de la conférence. C'est pourquoi nous avons intégré tout au long du document des extraits et des images tirés de son roman, notamment son utilisation du cosmos comme un espace infini de possibilités: un cocon pour l'organisation féministe qui permet le passage d'une réalité dystopique actuelle vers un avenir féministe.

Octavia Butler nous rappelle qu'il n'existe pas une seule réponse pour résoudre nos problèmes futurs, mais des milliers. Jour après jour, les féministes s'organisent au sein de leurs communautés et de leurs mouvements, choisissant délibérément d'être les réponses aux problèmes les plus urgents auxquels elles sont confrontées, et se choisissant les unes les autres pour défendre la vie et construire des mondes où l'on peut vivre dans la dignité, le bien-être, la bienveillance et la joie. Ce document doit être lu dans cet esprit.

Il ne s'agit pas d'un résumé exhaustif de toutes les sessions tenues pendant la conférence, ni d'un guide de plaidoyer prêt-à-l'emploi. Et bien que ce document cherche à s'exprimer d'une voix collective, nous reconnaissons également les limites de la transcription écrite pour rendre compte d'une telle profondeur et d'une telle diversité. Compte tenu de la diversité des contextes et des réalités présentés lors de la conférence, nous reconnaissons l'impossibilité d'être pleinement fidèles à toutes les pensées et perspectives exprimées pendant ces journées de conférence.

Conçu comme un outil de connaissance, ce document ne vise pas à être normatif, ni à produire un consensus. Il rassemble plutôt les idées et les expériences partagées par les participant-e-s, contribuant ainsi à un discours politique plus large sur le financement des mouvements féministes. Plus qu'un résultat, il s'agit d'une invitation à poursuivre et à faire avancer les conversations initiées lors de la F4FF, et d'un don à l'écosystème féministe qui a donné vie à notre rassemblement et plus encore.

Lettre aux lecteur·ice·s



Chère lectrice, cher lecteur,

Bienvenue dans les futurs féministes!

Avant d'aborder les questions relatives au manque de financement, aux défis politiques ou aux opportunités stratégiques, nous vous invitons à faire une pause et à vous joindre à nous pour un exercice d'imagination. Imaginons ensemble l'avenir auquel les mouvements féministes aspirent courageusement et sans relâche. Imaginer des futurs féministes ne signifie pas fuir la réalité; il s'agit d'un travail politique, ancré dans une résistance continue.

Dans ces futurs, les populations et la planète ont plus de valeur que le profit. Les ressources sont consacrées aux services publics tels que la santé, l'éducation, le logement et l'alimentation, car ceux-ci sont essentiels à l'épanouissement. Le travail de soins, principe fondamental pour la vie, est donc valorisé, rémunéré et réparti équitablement.

Dans ces mondes, les mouvements féministes ne se contentent pas de survivre avec des ressources limitées. Le financement public pour l'égalité de genre n'est pas une exception, mais un standard de bonne gouvernance dans un monde qui chérit la paix. Les richesses sont redistribuées, les dettes annulées, ce qui permet aux États et aux communautés de consacrer les ressources essentielles à leurs besoins, et les personnes ayant le plus bénéficié des formes d'exploitation historiques et actuelles sont tenues responsables.

Ces avenir prospères ne sont pas le fruit de l'imagination des deux autrices de ce document, mais découlent de l'indignation face à l'injustice et à la violence généralisées dans nos sociétés, et de l'espoir d'une révolution que portent en elles les féministes qui se sont réunies à la F4FF à Madrid en octobre dernier.

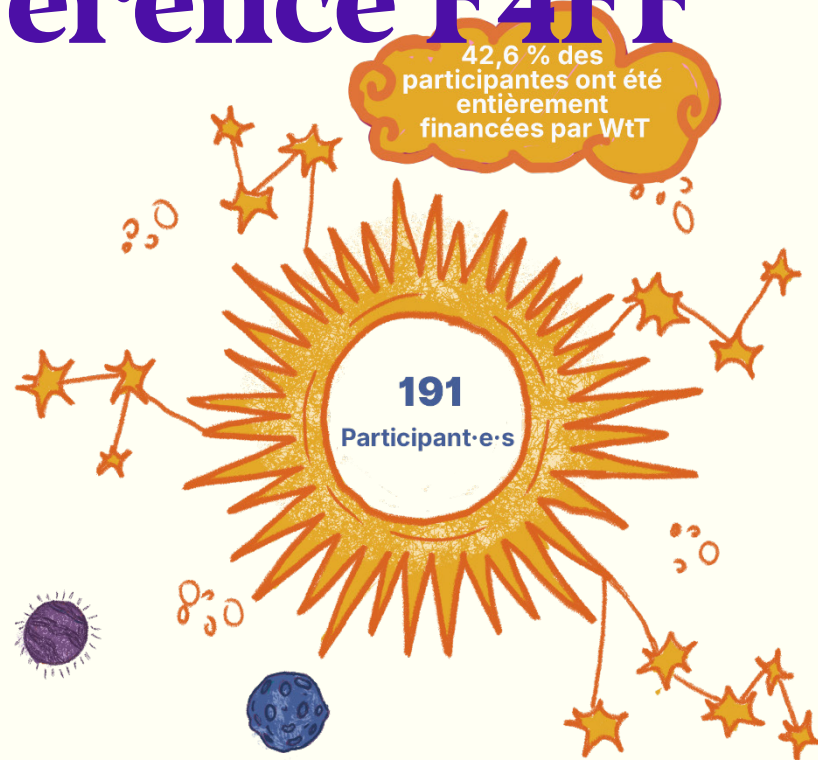
Ce document vous invite à participer à ce travail. Il partage les questions, les défis, les stratégies et les idées ayant émergé lors de la rencontre entre les mouvements féministes, les fonds, les chercheurs et les allié·e·s, afin de réfléchir à des options de financement potentielles pour les futurs féministes, ici et maintenant, bien que ces futurs puissent paraître encore lointains.

Nous vous invitons donc à considérer ce document non pas comme une fin, mais comme un commencement, une contribution au travail continu d'imagination, d'exigence et de construction des mondes dont rêvent les mouvements féministes et pour lesquels ils luttent sans relâche.

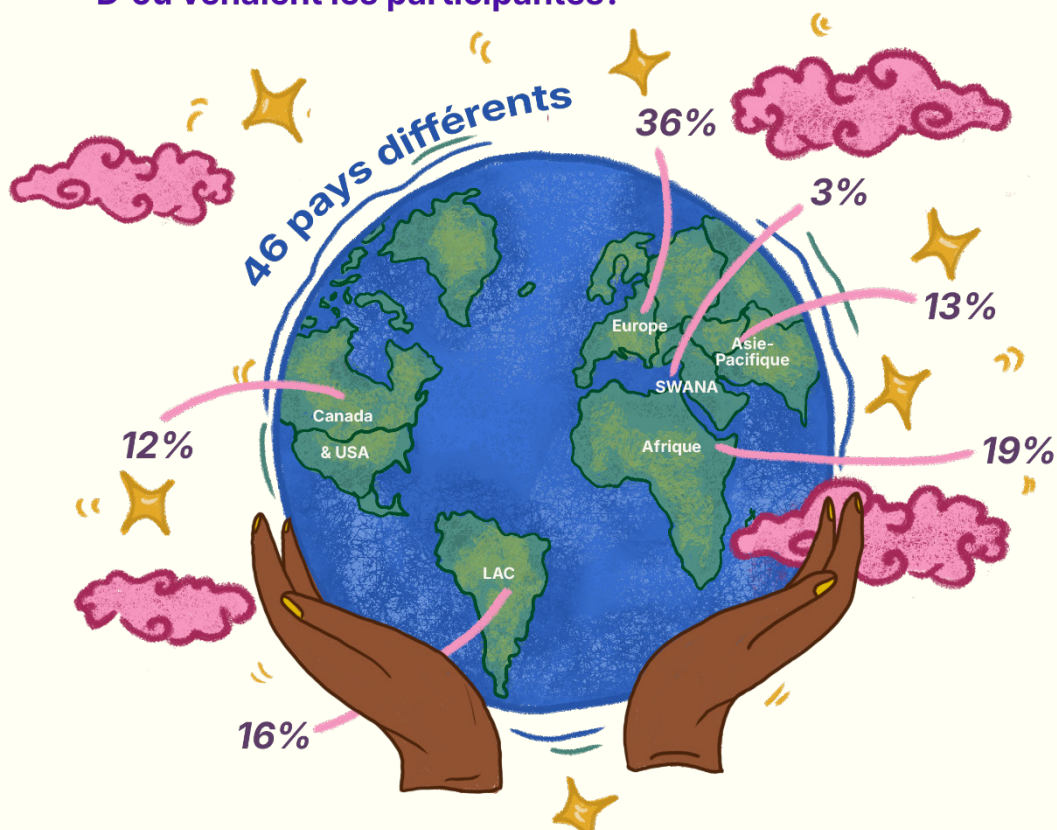
Avec amour et espoir,

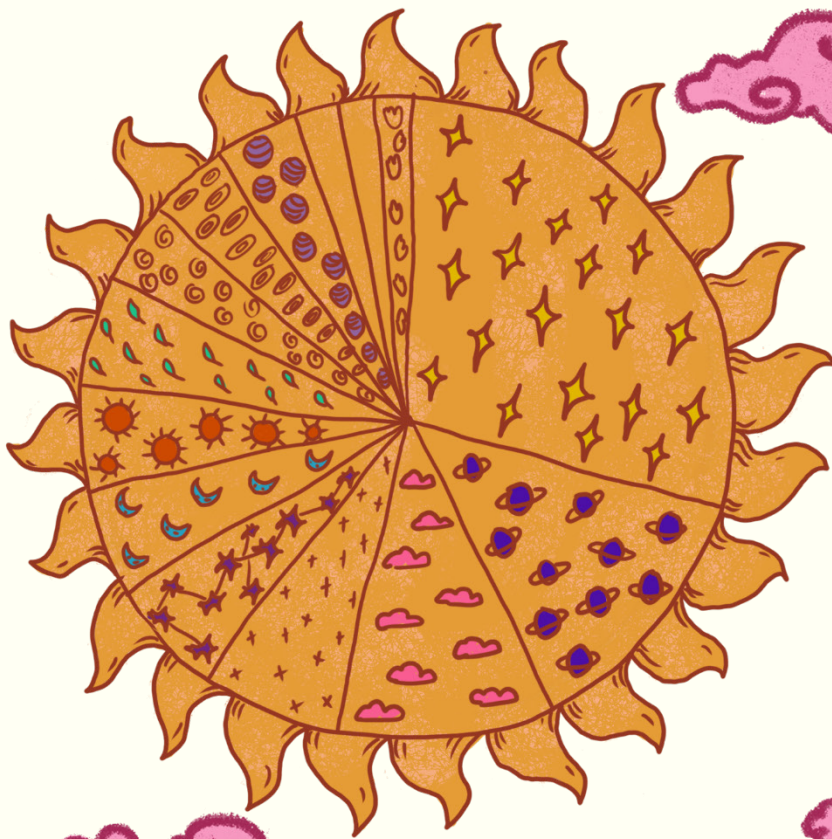
Chandreyi Guharay & Virginia Broering

Temps forts de la conférence F4FF



D'où venaient les participantes?





- ✦ ONGI - 50
- 🌐 Organisations locales - 23
- 💰 Fonds de femmes & fonds féministes - 19
- + ONG - 12
- ✦ Collectifs ou mouvements - 10
- 🌐 Plateformes d'ONG - 9
- 🎓 Académie - 9
- 🌐 Réseaux & alliances - 9
- 🌀 Philanthropie - 7
- 🏛️ Gouvernements - 7
- 🌐 Entités des Nations Unies & organisations intergouvernementales - 7
- 🎨 Artivistes - 4
- 📄 Think Tanks - 3
- 🔧 Agences techniques - 3

Programme



L'univers qui nous entoure: situer la F4FF dans le contexte actuel

*« Le monde regorge d'histoires douloureuses. On pourrait parfois croire qu'il n'en existe pas d'autres, et je me surprends pourtant à penser à la beauté de ce reflet de l'eau à travers les arbres. »
- Octavia Butler, La Parabole du semeur*

Être féministe aujourd'hui, c'est à la fois avoir le cœur brisé et garder espoir. Nous sommes témoins de la violence qui imprègne notre quotidien, mais nous voyons aussi des signes d'espoir. Le patriarcat ne disparaît pas de lui-même; il évolue, se renforce et s'adapte. À l'heure actuelle, alors que l'autoritarisme et de nouvelles formes de contrôle gagnent du terrain, les féministes s'organisent dans des conditions plus difficiles, plus exigeantes et plus hostiles que celles auxquelles bon nombre d'entre elles ont été confrontées.

La conférence F4FF s'est tenue en octobre 2025, alors même que la crise du financement des activités féministes était devenue impossible à ignorer. Les réseaux de soutien qui permettaient autrefois aux mouvements de perdurer étaient en train de s'effondrer. Dans le monde minoritaire, les organisations féministes étaient confrontées à des licenciements, à la suspension de programmes et à une incertitude croissante. Dans le monde majoritaire, les dégâts étaient encore plus importants: fermeture de refuges et de services de santé, disparition d'emplois et augmentation de la violence. Comme l'a déclaré la chercheuse zimbabwéenne Chido Nyaruwata lors de la conférence, « lorsque nous parlons de réductions de l'APD, nous parlons de comment garantir la survie des femmes et des filles ».

Ces coupes budgétaires s'inscrivent dans un contexte plus large de recul des droits et des libertés civiles, et de l'idée selon laquelle l'autonomie corporelle et les soins collectifs ne concernent pas tout le monde. Aujourd'hui, les systèmes autoritaires décident non seulement du montant des fonds disponibles, mais aussi de leur affectation et des personnes qui peuvent y avoir accès. À mesure que les espaces féministes se réduisent, les exigences envers les mouvements féministes augmentent. Ceux-ci doivent répondre à la violence politique, à l'augmentation des inégalités, à la crise climatique et à la défaillance des systèmes sociaux. Comme l'a déclaré la militante caribéenne Sapphire Alexander, « Les féministes ne sont pas seulement en première ligne face à la crise, elles en sont aussi les amortisseurs ».

Et pourtant, même si les ressources publiques sont réorientées vers la guerre, le militarisme et les systèmes qui tirent profit de la répression, le travail de survie – et de solidarité – se poursuit. Comme l'a déclaré Yasmina Benslimane, militante de SWANA, lors de l'ouverture: « Le financement féministe ne peut être dissocié de la violence qui sévit dans nos régions: militarisation, régimes frontaliers, états patriarcaux ». Le monde dans lequel nous vivons est un monde où le capital mène une guerre contre toute forme de vie, mais ce sont les plus marginalisés – les femmes, les personnes LGBTQ+, les communautés autochtones, les personnes racisées, la classe ouvrière – qui continuent de subir les plus grands préjudices.

Mais cette histoire ne se résume pas à des pertes. Les mouvements féministes ont toujours trouvé des moyens de se soutenir mutuellement et de soutenir leurs communautés dans les moments difficiles et malgré les espaces limités. Comme l'a déclaré Hilal Gençay, du Silva Women's Fund for Türkiye, « les féministes n'ont pas besoin de demander la permission ». Grâce à l'entraide, à la collecte de fonds transfrontalière, au récit, à l'art et à un plaidoyer continu, les féministes continuent de résister dans les contextes les plus hostiles, du Soudan à la Palestine, dans les rues comme dans les espaces multilatéraux où nos vies et notre avenir continuent d'être négociés.

La conférence elle-même est née de ces réalités: moins de ressources, davantage de menaces et un refus catégorique d'abandonner les futurs féministes. Les participant-e-s ont clairement fait savoir que le financement des mouvements féministes n'est pas un acte de charité. Il s'agit d'un bien public dû aux communautés dont le travail permet d'assurer les soins, la sécurité, la démocratie et la vie quotidienne lorsque les systèmes officiels, les États et les institutions nous font défaut. Le financement féministe ne vise pas à sauver les mouvements. Il s'agit de voir qui mène déjà ce travail et, encore et encore, faire le choix de les soutenir.



Explorer ensemble: notre voyage de 3 jours dans l'univers féministe

La conférence visait avant tout à favoriser les échanges et à mettre en avant le sens même de son titre: « Financer des futurs féministes ». Elle a été pensée comme un espace permettant d'élaborer collectivement des stratégies pour soutenir les mouvements féministes et explorer les moyens de mobiliser un soutien plus large en faveur du financement de l'égalité de genre, tout en imaginant des chemins possibles pour l'avenir.

LE PROGRAMME

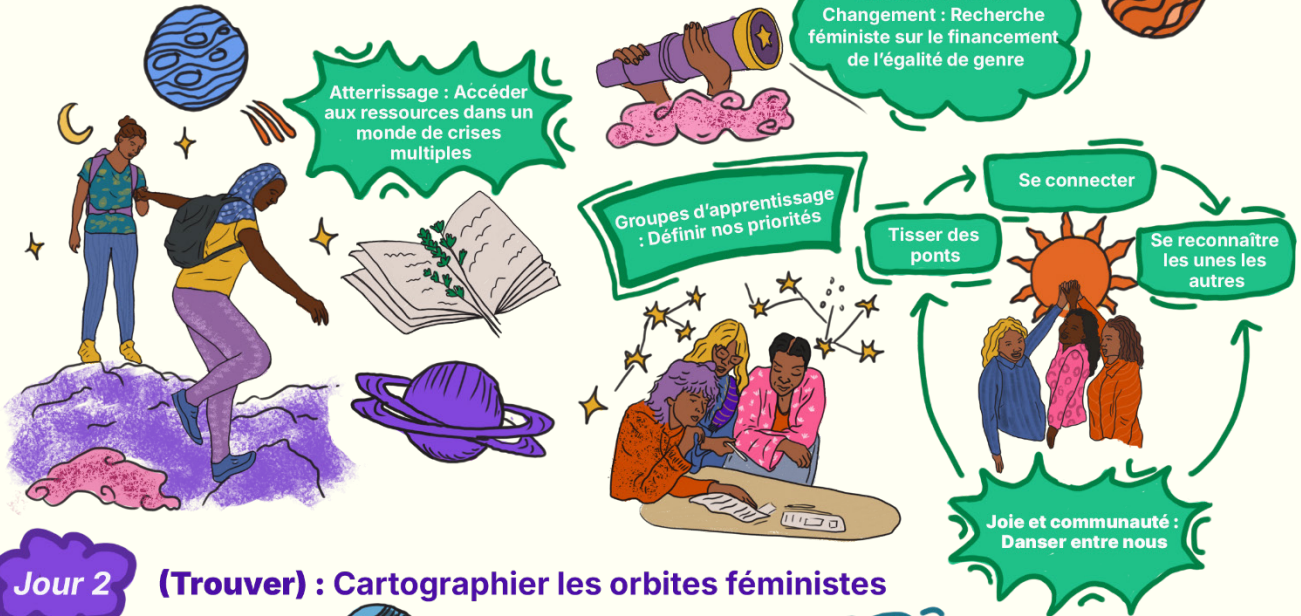
Tout au long de notre **voyage de 3 jours**, les participant-e-s ont été invitées à évoluer dans la conférence de manière naturelle et intuitive. Elles pouvaient passer librement des **séances plénières** aux **ateliers d'apprentissage**, en passant par les **sessions parallèles**, les **ateliers de soutien à l'entraide** ou encore les activités pratiques d'**artivisme** artistique, autant d'occasions d'apprendre, de créer des liens et de réfléchir.

Les ateliers d'apprentissage, au cœur de la conférence, ont été conçus comme des espaces de réflexion, de brainstorming et d'élaboration de stratégies collectives. Les ateliers d'apprentissage ont réuni des participant-e-s issues de différents parcours en fonction de leurs intérêts communs, et ont créé un espace permettant à chacune de comprendre le travail des autres, de réfléchir aux idées émergentes tout au long de la conférence, et d'explorer comment ces idées pourraient être mises en œuvre.

« Nous avons l'habitude de lire les travaux des autres, mais nous avons rarement l'occasion d'engager des conversations aussi ouvertes et directes. L'espace d'échange authentique et de réflexion collective offert par les ateliers d'apprentissage était à la fois stimulant et profondément significatif. » - Participante F4FF

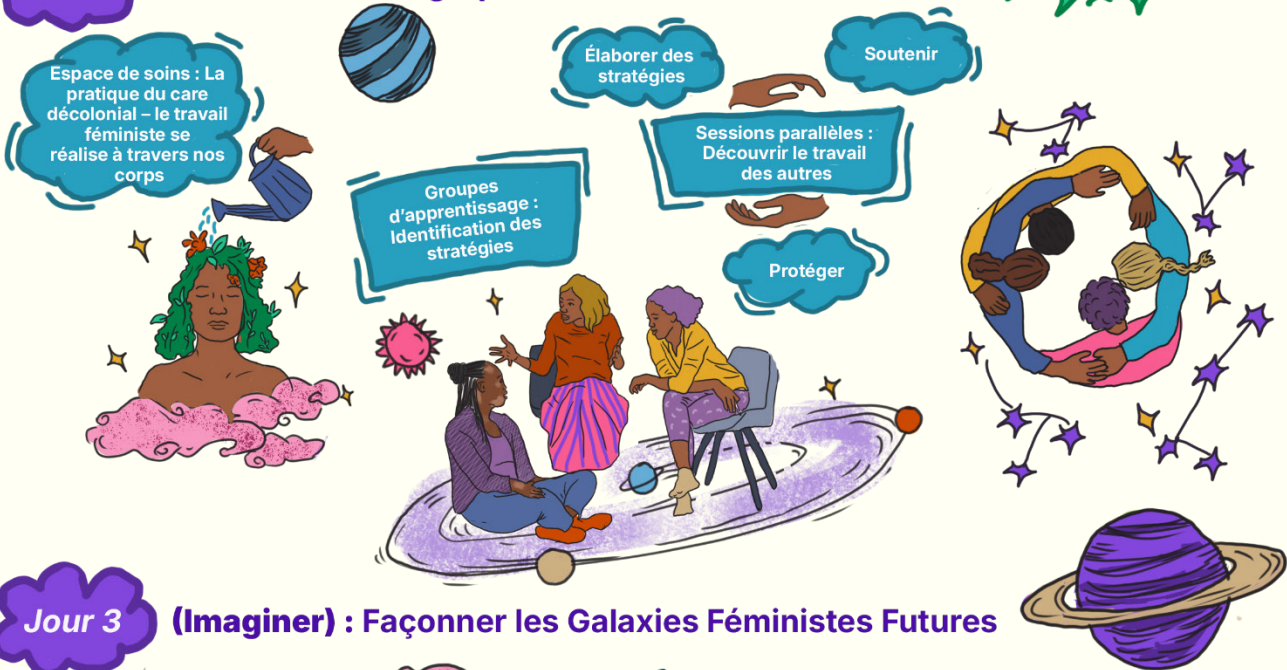
Jour 1

(S'élever) : Explorer le cosmos de la résistance et du financement féministe



Jour 2

(Trouver) : Cartographier les orbites féministes



Jour 3

(Imaginer) : Façonner les Galaxies Féministes Futures



Les sessions parallèles ont été conçues pour explorer le financement féministe à travers différents prismes, contextes, priorités et positions politiques. Sélectionnées à l'issue d'un appel à candidatures ouvert en 2024, les participant·e·s ont mis en avant les priorités et l'expertise de féministes issues de divers horizons, garantissant ainsi la diversité du programme.

Au sein de ces espaces, les participant·e·s ont abordé toute une série de thèmes qui façonnent la pluralité du travail féministe:

Lutte contre les mouvements anti-genre et anti-droits; Finances publiques et ressources macroéconomiques; Financement des organisations dirigées par des jeunes; Renforcement des fonds de femmes; Économies de soins et protection sociale; La politique en matière de drogues comme enjeu féministe; Philanthropie privée et modèles de financement alternatifs; Financement des mouvements queer; Approches innovantes de financement pour le DSSR; Justice climatique; Culture et art; Médias et pouvoir narratif; Justice pour les personnes handicapées; et Coopération internationale féministe.

En début de 2e et 3e jour, le programme prévoyait des temps de repos, de recentrage et de guérison sous la forme de deux ateliers de soutien à l'entraide, reconnaissant que le travail féministe et politique ne se fait pas seulement à travers les idées, mais aussi, et surtout, à travers les corps. Le programme prévoyait délibérément des moments de détente, pour respirer, se reposer, partager un café et danser. Ensemble, ces moments ont permis de rappeler que la résistance féministe doit toujours être source de joie et d'entraide

« J'emporte avec moi et cultive le pouvoir de guérison de cette danse entre nous, dans un espace aussi sûr, où nous pouvions laisser nos corps bouger librement. »
- Participante au F4FF



Au coeur de la galaxie: financement pour les futurs féministes

*« Tout ce que tu touches, tu le changes. Tout ce que tu changes te change.
La seule vérité permanente est le changement. »
- Octavia Butler, Parabole du semeur*

Guidés par les mots de Butler, nous entrons maintenant dans la partie centrale de ce document: *le coeur de la galaxie du financement pour les futurs féministes*. La citation évoque une politique féministe d'action face à des changements constants.

Le travail collectif d'analyse et d'activisme féministes mené pendant la conférence est à l'origine de cette section. Les réflexions présentées ici s'appuient sur les conversations qui ont eu lieu lors des ateliers d'apprentissage et des sessions parallèles, organisés dans le cadre des trois axes de la conférence. Elles sont façonnées par le pouvoir, marquées par la perte et la résistance, et continuellement remises en question par celles et ceux qui s'efforcent de combattre et de transformer les systèmes injustes, tant « à l'intérieur qu'à l'extérieur du système ».

La conférence visait à regrouper les [12 Appels à l'action](#), le [recueil de recherches sur l'Architecture du changement](#) et la quatrième Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), tout en créant un espace pour le dialogue intersectoriel et la connexion entre les mouvements. Dans cette optique, la conférence s'est articulée autour de trois axes interdépendants:

Développer nos mouvements: Élaborer ensemble une stratégie

Tenir la ligne: protéger les sources de financement traditionnelles

Renforcer le financement féministe pour l'égalité de genre: s'appuyer sur la FfD4 et explorer de nouvelles possibilités

Nous commençons cette section en évoquant la *politique de l'argent*. Au fil des sessions, les participant·e·s sont revenues à une vérité féministe fondamentale: *tout argent est politique*. Partant de là, nous nous tournons vers les Affirmations Féministes dans le Cosmos. Cette section contient des affirmations qui, à une époque où le sol sous nos pieds est en constante évolution, ancrent et orientent le travail d'organisation féministe. Dans l'esprit de la lutte féministe, de l'expérimentation et de l'imagination, nous approfondissons ensuite chaque axe de la conférence. Chaque section commence par présenter l'objectif de l'axe thématique avant d'aborder les discussions clés, les stratégies et les voies possibles découlant des discussions. Les idées issues des plénières, de la recherche et de l'expérience du mouvement sont intégrées tout au long du document comme sources de connaissances vivantes.

La politique de l'argent: une crise de solidarité et de justice plutôt qu'une crise de pénurie

« Le financement féministe ne peut être dissocié de l'héritage colonial, de la militarisation, du capitalisme racial et des états patriarcaux. »
- Yasmina Benslimane, fondatrice & présidente, Politics4Her

Tout au long de la conférence, les conversations sont revenues sans cesse sur la politique de l'argent et sur une question familière qui surgit inévitablement dans les espaces de financement féministes: où est l'argent, et pourquoi les mouvements féministes n'y ont-ils pas accès?

SUIVRE L'ARGENT: APERÇU DES DONNEES SUR LES RESSOURCES FEMINISTES

<p>Organisation féministe</p> <ul style="list-style-type: none">• \$22,000 est le budget annuel moyen des organisations féministes dans le monde (2023).• 58% fonctionnent avec moins de \$30,000 par an, et seulement 5% avec plus de \$1,000,000. <p>Source: Where Is the Money for Feminist Organizing? (AWID, 2025)</p>	<p>Aide Publique au Développement</p> <ul style="list-style-type: none">• L'APD pour les droits humains devrait diminuer de \$1.4-\$1.9 milliards annuel d'ici 2026. <p>Source: Funding at Crossroads: Foreign Aid Cuts and Implications for Global Human Rights (HRFN, 2025)</p>	<p>Aide Humanitaire</p> <ul style="list-style-type: none">• Moins de 1% des fonds humanitaires directs parviennent aux organisations communautaires, notamment aux groupes féministes et de défense des droits des femmes. <p>Source: UN Women, based on OECD Data (2025)</p>
---	--	--

<p>Mouvements afro-féministes</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Seulement 0,1 à 0,35% des financements mondiaux des fondations parviennent aux femmes, aux filles et aux personnes transgenres noires. ● 5% des financements liés aux droits humains sont destinés aux communautés noires. <p><i>Source: Where is the money for Black Feminist Movements? (Black Feminist Fund, 2023)</i></p>	<p>Organisation LGBTQ+ et LBQ</p> <ul style="list-style-type: none"> ● 1% des financements des fondations soutiennent les questions LGBTQ+, et seulement 5% de cette somme parvient aux communautés lesbiennes, bisexuelles et queer (LBQ). ● 40% des groupes LBQ fonctionnent avec moins de \$5,000 par an. <p><i>Source: Vibrant yet under-resourced: The State Of Lesbian, Bisexual, And Queer Movement (Mama Cash and Astrea Lesbian Foundation, 2020)</i></p>	<p>Finance Climatique *</p> <ul style="list-style-type: none"> ● Seuls <u>2.3%</u> des financements climatiques ciblent l'égalité de genre et moins de <u>1%</u> parviennent aux <u>peuples autochtones</u>, malgré leur rôle central dans l'adaptation au changement climatique et la défense du territoire. ● 0,1% des financements philanthropiques mondiaux ciblent les questions liées à l'intersectionnalité entre le genre et le climat, et seulement <u>0.22%</u> de l'APD liée au climat et au genre parvient aux <u>organisations de défense des droits des femmes</u>. <p><i>* Sources respectives indiquées dans le texte.</i></p>
---	---	---

PENURIE ET AUSTERITE, DES CHOIX POLITIQUES QUI PORTENT PREJUDICE AUX PLUS MARGINALISES

Maria Fernanda Espinosa, directrice exécutive de Global Women Leaders Voices et ancienne présidente de l'Assemblée générale des Nations unies, l'a clairement déclaré lors de la cérémonie d'ouverture: « *Il ne s'agit pas d'une crise de financement, mais d'une crise de solidarité et de justice.* » Les données ne font que le confirmer. Alors que l'APD poursuit sa stagnation et que les mouvements féministes sont contraints de se disputer des ressources de plus en plus rares et précieuses pour la justice de genre, les dépenses militaires mondiales ont atteint un niveau historique de \$2 700 milliards en 2024. Comme si cela ne suffisait pas, les projections suggèrent que d'ici 2035, les dépenses militaires pourraient encore augmenter, pour atteindre entre \$4 700 et \$6 600 milliards. Comme le soutiennent depuis longtemps les féministes, en écho aux avertissements dystopiques d'Octavia Butler, il ne s'agit pas d'une crise de pénurie, mais d'une crise politique.

Pour de nombreuses féministes du monde majoritaire, le déclin de l'APD n'est pas simplement une question de financement, mais s'inscrit dans une longue histoire de spoliation, d'exploitation et de dépendance forcée. Les réflexions partagées par [RESURJ](#) en septembre dernier nous ont interpellées avec des questions qui bouleversent les discours dominants et remettent la « crise de l'aide » en perspective: « *Qui a le droit de paniquer ?* » et « *En tant que féministes, paniquons-nous pour les bonnes raisons ?* ». Bien sûr, il n'est pas question ici de rejeter tout débat sur les aides, mais plutôt de mettre en garde contre le fait de leur accorder une place prépondérante dans l'imaginaire politique féministe. Toute analyse féministe sérieuse doit s'attaquer aux structures extractives qui continuent de reproduire les inégalités mondiales, privant systématiquement de leurs droits, appauvrissant et exploitant les femmes, les personnes LGBTQ+ et les communautés du Sud global, tout en pillant leurs terres, leur travail et leurs vies, et s'efforcer de les démanteler.

L'allocation de l'APD – estimée à [\\$214.5 milliards](#) en 2024 – est marginale par rapport aux énormes pertes économiques subies chaque année par les pays du Sud global en raison de régimes commerciaux injustes, de flux financiers illicites et de systèmes fiscaux inéquitables. Comme l'a expliqué Malena Vivanco, jeune chercheuse argentine, dans son discours introductif, l'Amérique latine, à elle seule, perd environ [\\$325 milliards par an](#) à cause de l'évasion fiscale. Cette somme suffirait à financer des systèmes de santé, d'éducation et de soins universels, ainsi que d'autres politiques féministes transformatrices.

« Il n'y a pas d'argent pour les cuisines communautaires, mais il y en a toujours pour faire tourner le capitalisme. Le problème n'est pas le manque d'argent, mais comment il est distribué. »
- Malena Vivanco, chercheuse *Walking the Talk*

Peu de systèmes exposent aussi clairement la logique d'extraction que le régime mondial de la dette. En 2024, la dette publique mondiale a atteint le niveau record de [\\$102 milliards](#), la CNUCED avertissant que [3.4 milliards de personnes](#) vivent désormais dans des pays où les gouvernements dépensent plus pour le service de la dette que pour la santé ou l'éducation. Partout en [Afrique](#) et dans d'autres régions et pays endettés, la dette publique et sa gestion étouffent la capacité des gouvernements à mettre en œuvre la justice de genre et les droits des femmes. Depuis l'époque des ajustements structurels imposés par le FMI et la Banque mondiale jusqu'à l'assainissement budgétaire actuel, l'[austérité](#) dictée par la dette est imposée aux pays du Sud global et payée par le corps, le travail et la survie des femmes – une crise de longue date que les [féministes](#) et [organisations alliées](#) associent depuis longtemps à la violence de genre.

UNE GUERRE DU CAPITAL CONTRE LA VIE

Rien n'illustre mieux cette crise de solidarité et de justice que la réalité du capitalisme du désastre lui-même. Même en période de crise mondiale, les gouvernements et les dirigeant-e-s privilégient la richesse des milliardaires. « *Comment les plus riches ont-ils pu s'enrichir autant pendant la pandémie de COVID-19 alors que le monde était en crise ?* », a demandé le Dr Radhika Balakrishnan, ancienne présidente de l'Association internationale pour l'économie féministe (IAFFE), militante et universitaire, lors de la session « *Taxer pour les soins: financer les systèmes de soins publics pour un avenir féministe* ».

Entre 2020 et 2025, le nombre de milliardaires est passé de 2 095 à 3 028. Leur richesse collective a augmenté de 81% depuis 2020, dont une augmentation de \$2 500 milliards rien que l'année dernière, un montant largement suffisant pour mettre fin à l'extrême pauvreté 26 fois. Cette concentration obscène de richesses entre les mains d'une poignée d'individus révèle l'ordre politique dans lequel nous vivons, qui détermine ce qui a de la valeur, qui est financé, quel travail est visibilisé et quels territoires sont sacrifiés. Une logique qui place le profit, la croissance et la « sécurité » au-dessus des personnes et de la planète, et qui mène une guerre contre la vie, tant humaine que planétaire.

Ces discussions ont suscité des réflexions sur la complicité des États, de la philanthropie mondiale et du secteur privé dans la perpétuation des préjudices. Comme l'a dit Ipsita Divedi, chercheuse indienne chez Walking the Talk, en ce qui concerne les gouvernements, ce que nous voyons, c'est « *le féminisme sur le papier, le militarisme dans l'action* ». Les gouvernements tiennent un discours féministe en matière de politique étrangère tout en finançant des fabricants d'armes, en investissant dans des combustibles fossiles et des industries extractives qui détruisent l'environnement et les moyens de subsistance des populations. Les valeurs féministes sont mises en avant dans les stratégies, tout en finançant les violences, car le génocide, les conflits et l'imposition d'une économie de guerre restent rentables pour les élites politiques et économiques.

Le financement féministe exige le désinvestissement des activités portant préjudice et le réinvestissement dans la vie

*« Comment construire des futurs féministes qui se désengagent des activités portant préjudice tout en continuant à encourager ceux qui ne partagent pas nos valeurs à se joindre à nous ? »
- Ishita Chaudhry, conceptrice de la conférence F4FF et conseillère féministe, cérémonie d'ouverture de la F4FF*

Construire un avenir féministe nécessite donc de se désinvestir activement des pratiques préjudiciables. Les mouvements féministes ont certes un besoin urgent de ressources, mais avoir accès à l'argent ne suffira pas pour rendre justice si les systèmes en charge de la distribution demeurent ancrés dans l'inégalité, l'exploitation et la violence.

Il est urgent de reconnaître que les crises sont le résultat d'injustices systémiques. À ce titre, le financement futur doit adopter une approche consciente et critique visant non seulement à résoudre les crises, mais aussi, à terme, à démanteler les systèmes mêmes qui les perpétuent. Par conséquent, les structures d'aide doivent être fondamentalement ré-examinées et reconfigurées selon ce cadre et cette position.

Se désengager des pratiques préjudiciables nécessite un engagement politique clair en faveur du maintien de la vie. En matière de ressources, cela signifie que l'argent et les finances qui circulent au sein et à l'extérieur de nos écosystèmes doivent servir nos communautés, nous permettre de prendre soin de nous-mêmes et des autres, et protéger les territoires sur lesquels la vie dépend et peut s'épanouir. Les participant-e-s ont clairement indiqué que cette responsabilité nous incombe à tous et toutes, mais qu'elle ne peut reposer uniquement sur les mouvements.

Une solidarité authentique et durable exige des donateur-ice-s une diligence quant à la provenance de leur argent, la manière dont leurs dotations sont investies, qui et ce que leurs ressources continuent de financer; et qu'ils soutiennent, et non punissent, les personnes qui s'expriment courageusement et s'opposent aux génocides. Des initiatives telles que Funders for Palestine, présentes au F4FF, ont clairement désigné cette responsabilité, appelant le monde de la philanthropie à se désinvestir de tout acte préjudiciable et d'aligner ses pratiques de financement avec les principes de justice. Finalement, le monde que nous créons est façonné non seulement par ce dans quoi nous investissons, mais aussi par ce que nous arrêtons de financer.

Affirmations Féministes dans le cosmos



« Nous ne sommes pas venues ici pour nous mettre d'accord, mais pour expérimenter. Nous sommes venues avec amour et un peu d'espoir, pour nous interroger sur ce à quoi pourrait ressembler le financement féministe dans un monde qui évolue rapidement, au-delà des cadres de l'aide, de l'APD et même de la philanthropie tels que nous les connaissons. »

– Maria Bobenrieth, Directrice exécutive, Women Win

LES CONNAISSANCES FÉMINISTES, UNE STRATÉGIE CLÉ POUR NOS MOUVEMENTS

F4FF fut un espace d'apprentissage et de désapprentissage, axé sur la centralisation de la production de connaissances et des perspectives des féministes issues de la majorité mondiale, afin de nous guider vers des voies de financement féministe. Dans l'écosystème féministe au sens large, en particulier dans les pays du Sud global, les féministes contribuent à la production de connaissances au service de nos communautés et nos mouvements, et constituent une stratégie politique pour notre plaidoyer et notre militantisme. La conférence a également mis en évidence le rôle de *l'économie féministe* en tant que corpus de connaissances qui, tout en continuant d'exister en marge de la politique économique dominante, détient les cadres, les études et les preuves pouvant nous aider à faire face aux crises.

Vous cherchez l'inspiration ? Découvrez [South Feminist Futures Knowledge Hub](#) et [NAWI's Knowledge Portal: Kofa](#)

BUILDING COLLECTIVE POWER: TRANSNATIONAL FEMINIST SOLIDARITY

Les participant-e-s ont souligné que les avancées limitées qui résulteront du FfD4 ne conduiront pas à un changement transformateur sans solidarité féministe transnationale et interrégionale. Le processus lui-même a créé des moments de convergence: des liens renouvelés entre les régions, une analyse commune du pouvoir et un alignement plus fort autour du changement macroéconomique en tant que revendication féministe fondamentale. Dans le même temps, les participant-e-s ont clairement indiqué que cette solidarité devait se traduire davantage par des pratiques et des actions intentionnelles. Comme l'on fait remarquer les féministes du Sud global, les féministes du Nord global, et en particulier celles proches du pouvoir politique, financier et institutionnel, ont la responsabilité de s'aligner sur les mouvements féministes du Sud global, qui ont depuis longtemps tracé la voie à suivre, et de s'en inspirer. Cela nécessite de s'affirmer politiquement, de réorienter les

ressources, de lutter contre la complicité avec les systèmes impérialistes et extractifs et d'utiliser son influence auprès des gouvernements, des institutions multilatérales et des organisations philanthropiques de manière responsable et en réponse aux priorités du Sud global.

Cadres féministes du Sud global pour une transformation systémique

Les cadres féministes du Sud global – de [DAWN](#), [APWLD](#), [NAWI](#), [South Feminist Futures](#) à la [Rabat Declaration](#) et au Feminist Action Nexus – fournissent une boussole politique féministe et des programmes concrets exigeant une action immédiate.

REPRENDRE LE CONTRÔLE DU RÉCIT: DE CE À QUOI NOUS RÉSISTONS AUX FUTURS FÉMINISTES QUE NOUS CONSTRUISONS

Les participant-e-s ont convenu qu'il était urgent de se réapproprier les récits féministes en réponse aux politiques et aux retours de bâton réactionnaires. Lors de la session intitulée « *Créer un pouvoir narratif grâce au journalisme et à la création de contenu pour contester les discours anti-droits et autoritaires* », animée par les journalistes et stratèges narratives colombiennes Catalina Ruiz-Navarro et Mónica Roa, les intervenantes ont expliqué que le récit féministe ne se limitait pas à exposer les problèmes. Il doit plutôt mettre en avant l'action, la vision et les nouveaux mondes que le féminisme s'efforce de créer.

Elles ont encouragé les récits illustrant comment les mouvements féministes s'organisent, se soutiennent mutuellement et créent de véritables alternatives. Il peut s'agir, par exemple, de récits sur les réponses collectives à la violence basée sur le genre, les réseaux facilitant l'accès à une interruption volontaire de grossesse digne et sûre, ou les communautés résistant aux politiques autoritaires. Les participant-e-s ont également observé une évolution, passant d'une approche axée uniquement sur les droits à l'utilisation d'un langage plus pratique et quotidien, en phase avec la vie réelle des gens.

Bien qu'il soit parfois nécessaire de changer de stratégie narrative, toutes ont convenu qu'il était important de se réapproprier la vision morale et politique du féminisme. Comme l'ont déclaré Catalina et Mónica, « *nous devons dénoncer les injustices tout en incitant les gens à renforcer leur pouvoir collectif* ». Des plateformes telles que [Volcánicas](#) et [LatFem](#) sont des exemples d'espaces où ce type de narration féministe, mêlant dénonciation, imagination et action, existe déjà.

LES SOINS NON SEULEMENT COMME ENJEU PUBLIC, MAIS AUSSI COMME ENGAGEMENT POLITIQUE INTERNE À NOS MOUVEMENTS

Nous ne pouvons pas lutter contre le patriarcat, le racisme, le colonialisme ou la violence néolibérale avec des corps malades, épuisés ou brisés, affirme Lorena Cabnal, féministe communautaire autochtone Maya-Xinka, car le système repose sur le mal-être de nos corps. Chaque jour et partout, les féministes continuent de se placer en première ligne de la lutte, travaillant souvent dans des contextes violents et sous la surveillance constante des forces de l'ordre.

Lors de la session « *Financer les soins collectifs* » organisée par le [Communities of Collective Care Collaborative](#), les intervenantes ont posé la question suivante: *alors que de nouveaux défis se présentent à nous, comment rester résilientes ? Comment réorienter les financements pour faire des soins une priorité ?* Les soins ne sont pas seulement une exigence externe, mais une condition nécessaire à la résistance elle-même. Le financement doit renforcer les infrastructures de soins pour permettre aux mouvements de se reconstruire et de s'organiser, au-delà du mode de survie.

LES FONDS POUR LES FEMMES ET FONDS FÉMINISTES SOUTIENNENT L'ÉCOSYSTÈME FINANCIER FÉMINISTE

Les participant·e·s ont souligné à plusieurs reprises que les fonds des femmes et les fonds féministes soutiennent la vie des mouvements féministes. Ces fonds permettent l'organisation, en particulier au niveau local et communautaire et dans l'ensemble des pays du Sud global. Ce message a été clairement exprimé lors de la conférence, qui a réuni 19 représentantes de fonds des femmes et fonds féministes.

Les fonds pour les femmes et fonds féministes sont les piliers des sources de financement

féministes: les [récentes études](#) menées par l'AWID montrent que ces fonds constituent la principale source de soutien des mouvements féministes et de défense des droits des femmes à travers le monde, représentant 55% de leur financement, soit plus que tout autre type de donateur.

Ils répondent également aux besoins urgents sur le terrain: Beaucoup de personnes travaillant pour ces fonds sont profondément impliquées dans les mouvements qu'ils soutiennent. Comme l'explique Laura Leonelli Morey, directrice adjointe du [Fondo Mujeres del Sur](#), les fonds des femmes et fonds féministes répondent aux besoins urgents des communautés qui défendent la vie contre un système déshumanisant qui ne cesse de se développer, en soutenant les cuisines communautaires, les syndicats de travailleurs domestiques, les organisations de migrant·e·s, les groupes de survivantes qui luttent contre la violence de genre, les défenseurs du territoire et de l'environnement et les réseaux de soins locaux.

Ils jouent le rôle de passerelles, aidant les mouvements à accéder à des financements qui, sans eux, seraient bloqués par la bureaucratie:

Les fonds des femmes et fonds féministes mettent en relation des groupes féministes locaux avec des donateur·ice·s institutionnels, souvent réticents à financer directement les mouvements en raison des risques et des formalités administratives. En prenant en charge les exigences administratives et financières, ces fonds permettent aux mouvements de bénéficier de ressources sans charge supplémentaire. Les participant·e·s ont souligné que cette réduction des risques est une pratique de solidarité féministe, qui permet aux mouvements de se concentrer sur leur travail politique plutôt que de se laisser envahir par les formalités administratives.

Pour autant, ces fonds ne bénéficient toujours pas d'un soutien suffisant: Les fonds des femmes et fonds féministes jouent en effet un rôle clé et ont prouvé qu'ils étaient la meilleure façon d'aider les mouvements de première ligne à accéder aux ressources de manière équitable et efficace, mais les financements demeurent insuffisants. Ce déséquilibre rend l'appel de Prospera d'autant plus urgent. Prospera est un réseau mondial de plus de 45 fonds des femmes et fonds féministes, qui a appelé à ce que [10% de l'ADP dédiée à l'égalité de genre](#) soit dirigée vers ces fonds. Les [12 Appels à l'action](#) soulignent d'ailleurs que selon une [étude](#) de Shake the Table et Bridgespan, ces fonds pourraient

gérer jusqu'à 10 fois plus d'argent, mais les règles strictes imposées par les donateur·ice·s limitent leur impact. En conséquence, ils ne peuvent soutenir qu'un petit nombre des propositions reçues. En 2021, par exemple, Mama Cash n'a pu financer que 15 nouvelles demandes collectives sur plus de 1 000. Prospera a également constaté qu'en 2020, ses membres n'ont en moyenne financé que 23% des demandes éligibles.



PRATIQUES DE FINANCEMENT FÉMINISTES QUI SOUTIENNENT LES MOUVEMENTS

Tout au long de la conférence, les participant-e-s ont cité des pratiques de financement féministes très appréciées et utilisées par les mouvements féministes, car elles reflètent la manière dont l'organisation se déroule réellement:

Financement des coûts opérationnels sur le long terme: notamment des engagements pluriannuels et des cycles de subventions prolongés, comme les [Sustain Fund](#) du [Black Feminist Fund](#) sur huit ans, qui permettent aux mouvements féministes noirs de se développer de manière durable au-delà des délais des projets à court terme.

Subventions axées sur la résilience: investir dans l'infrastructure organisationnelle, le pouvoir narratif, la prise en charge et l'adaptabilité, et non seulement dans la réponse externe. Grâce à leurs subventions [Resilience Grants](#), Fenomenal Funds a [démontré](#) comment les modèles collectifs et non compétitifs renforcent les fonds féministes eux-mêmes, leur permettant de s'adapter à des contextes changeants, de saisir de nouvelles opportunités et de rester responsables de leurs mouvements au fil du temps.

Alliances de collaboration et de contribution: les réseaux politiques mondiaux tels que [Prospera-INWF](#) privilégient l'apprentissage mutuel, le soutien entre pairs et le pouvoir collectif plutôt que la concurrence. En tant que pôle de financement via des fonds, les initiatives telles que celles-ci, axées sur les alliances, créent des réseaux de solidarité durables permettant d'échanger des stratégies, de construire ensemble des architectures de financement féministes solides et de mobiliser des ressources essentielles pour la justice de genre dans les pays du Sud global.

Financement flexible, rapide et réactif dans des contextes de crise et de répression: dans les régions fortement militarisées et sous-financées, un financement féministe flexible devient vital. Les [subventions d'urgence](#) du [Doria Feminist Fund](#) sont des subventions ponctuelles, flexibles et essentielles qui couvrent les secours aux populations sinistrées, la sécurité et la continuité opérationnelle des groupes travaillant souvent, mais pas exclusivement, dans des zones de conflit et dans des contextes de rétrécissement de l'espace civique dans la région MENA.

Subventionnements participatifs et prise de décision partagée: comme le pratique Mama Cash depuis 2021, le [subventionnement participatif](#) redistribue le pouvoir en confiant les décisions relatives au financement aux militantes féministes et aux acteur-ice-s du mouvement elleux-mêmes.

Pratiques de financement décoloniales et fondées sur la justice: centrées sur l'expérience vécue, l'appropriation locale, la justice raciale et la gouvernance partagée. Voir par exemple la [Théorie de la transformation](#) de Fenomenal Funds et le [parcours dé-colonial](#) de Calala Fondo de Mujeres.

Atteindre les personnes les plus souvent exclues du financement traditionnel: créer des espaces où les filles, les personnes trans, intersexes et queer ont accès à des ressources financières pour élaborer leurs propres stratégies, comme le montrent les travaux du [FRIDA Fund](#) et de [Purposeful](#).

Accompagnement politique et éducation des donateur-ice-s: impliquer fortement les donateur-ice-s afin de faire évoluer la compréhension du risque, de la responsabilité et de l'impact, et d'allouer des ressources non seulement à des projets féministes, mais aussi à des structures financières féministes qui démocratisent l'accès au financement et donnent la priorité aux personnes en première ligne.

Expérimentation et innovation dans les infrastructures organisationnelles féministes: promouvoir la gouvernance horizontale, les modèles de [co-leadership](#), les structures de prise de décision collective, et également investir dans le [soin](#) et [changements de leadership](#) en tant que pratiques féministes fondamentales au sein de leurs organisations. Ces dernières années, ces modèles ont commencé à se répandre et à influencer le secteur plus large de la justice de genre.

Axe 1

Développer nos mouvements: Élaborer ensemble une stratégie



Cette section met en avant les temps forts des trois jours d'ateliers d'apprentissage, ainsi que les enseignements tirés des sessions parallèles liées à ces thèmes.

RECONNAÎTRE LE MOMENT ET ÉLABORER DES STRATÉGIES COLLECTIVES - VIGNETTES DE FÉMINISTES AU COEUR DES MOUVEMENTS

« Pas seulement un autre espace pour discuter » - Chido Nyaruwata

« Est-ce que ce sera juste un autre espace de discussion, ou un espace pour élaborer des stratégies ? »

Les mots de Chido Nyaruwata résonnèrent dans le patio de La Casa Encendida lors de l'ouverture de la conférence, invitant les féministes rassemblées pour cette occasion à participer à ces trois jours dans cet esprit et avec cet objectif. C'est précisément cette invitation qui a défini l'axe 1, conçue comme un espace pour élaborer des stratégies ensemble. Les participant-e-s ont pris part à des conversations sur la mobilisation de ressources dans des domaines intersectoriels tels que le genre, le climat, les conflits, l'aide humanitaire et la santé, afin de mieux financer l'égalité de genre tout en établissant des relations et des alliances susceptibles de favoriser une meilleure mobilisation des ressources pour les mouvements féministes. Les participant-e-s ont été invitées à s'asseoir côte à côte et à apprendre les unes des autres comment construire nos mouvements pour une libération collective. Chido a poursuivi en exprimant ses attentes dans cet espace: « *En partant, je veux pouvoir dire que j'ai rencontré Sapphire [participante à la conférence], que j'ai appris d'elle et que je comprends les stratégies qu'elle met en œuvre.* »

« Quand le sol bouge, nous devons faire de même » - Theo Sowa

Theo Sowa, Coprésidente du Fonds Égalité, nous a judicieusement rappelé que ce n'était pas la première fois que nous assistions à une telle répression dans ce contexte. Pour de nombreuses femmes et personnes LGBTQ+, ces conditions n'ont rien de nouveau, mais s'inscrivent dans un combat bien plus long. Theo a averti que « *plus nous nous laissons paralyser par la peur d'une baisse des financements, plus nous perdons de vue nos objectifs* ». Le retour de bâton réactionnaire ne doit pas être un signe d'échec, mais plutôt de progrès. Il survient précisément lorsque les féministes bouleversent l'ordre établi. Cette période difficile ne doit donc pas être uniquement considérée comme une menace, mais aussi comme une occasion de se réadapter.

Theo a reconnu ce moment comme une opportunité de revenir sur le travail accompli depuis des générations, notamment apprendre des erreurs commises, et a appelé à un retour du féminisme basé sur l'action et non sur la rhétorique. Theo a également interpellé directement le secteur humanitaire, déclarant qu'« *il échouera tant qu'il ne comprendra pas et n'intégrera pas les approches féministes* », notamment s'il ne reconnaît pas le lien entre la santé, le climat, l'argent et les communautés. Bien que l'intersectionnalité fasse depuis longtemps l'objet de discussions, les mouvements n'ont pas encore suffisamment collaboré de manière substantielle et leurs actions ont manqué de profondeur nécessaire pour parvenir à une véritable transformation. S'inspirant des luttes de libération africaines, elle nous a rappelé que le changement a toujours été le fruit d'alliances entre les mouvements politiques, syndicaux et féministes, concluant que « *Si nous voulons que les financeurs et les donateur-ice-s collaborent mieux, nous, en tant que militantes, devons mieux collaborer* ».

« La collaboration est notre principale source de perturbation » - Anisha Chugh

En période de crise, élaborer ensemble une stratégie implique de se confronter à des questions difficiles. Lors de l'ouverture de la conférence, la directrice exécutive du Women's Fund Asia (WFA), Anisha Chugh, nous a rappelé que les discussions importantes telles que « *À qui n'avons-nous pas encore parlé ? Où pouvons-nous trouver des allié-e-s ?* » surviennent souvent trop tard, lorsque les fractures sont déjà perceptibles. L'éducation des donateur-ice-s, la justice des ressources, l'influence et le plaidoyer nous obligent à sortir de notre zone de confort: « *nous devons nous rendre dans des espaces qui nous mettent mal à l'aise, et pas nous contenter de prêcher à des convertis* ».

Anisha a conclu en nous invitant à repenser notre rôle en ce moment, exhortant les donateur-ice-s féministes et autres donateur-ice-s de l'écosystème à apprendre des militantes et à s'orienter vers des solutions multiples, compte tenu des crises multiples auxquelles nous sommes confronté-e-s. « *Nous devons brûler la maison de l'intérieur, mais nous ne pouvons pas le faire seules, nous avons besoin d'infiltré-e-s et d'allié-e-s dans tous les domaines.* » Dans ce contexte, la collaboration devient l'élément perturbateur majeur. Au lieu de nous disputer les miettes, nous avons besoin de partenariats, appelant l'écosystème féministe à repenser les questions de durabilité à travers le risque partagé et la mise en commun des ressources, tout en amplifiant le travail de chaque mouvement.

Réflexions féministes collectives de l'axe 1

DÉCOLONISER LE FINANCEMENT FÉMINISTE

Au cours de la conférence, de nombreux thèmes ont été abordés, parmi lesquels la nécessité impérieuse de décoloniser le financement féministe. Les féministes du monde majoritaire ont analysé de façon critique la manière dont le financement féministe reproduit souvent les dynamiques de pouvoir coloniales et paternalistes au lieu de soutenir la libération. Les participant-e-s de SWANA ont décrit comment le financement des mouvements féministes et queer en Afrique du Nord repose souvent sur un *regard occidental*, les donateur-ice-s définissant les priorités à partir d'hypothèses orientalistes. Ce cadre renforce une relation paternaliste entre donateur-ice-s et bénéficiaires où les mouvements sont considérés comme des victimes passives plutôt que comme des acteurs politiques. Cela fracture également les mouvements et les régions, comme l'a souligné la jeune chercheuse féministe Maryam Jamali: « *Notre façon d'appréhender les problèmes détermine comment nous appréhendons les solutions.* »

Robert Amofo, responsable du plaidoyer chez [ILGA Pan-Africa](#), a évoqué les asymétries entre le monde minoritaire et le monde majoritaire: « *Si vous voulez travailler avec la majorité, vous devez comprendre le pouvoir et les ressources dont elle dispose* », présentant cela non pas comme un risque, mais comme une opportunité. Pour que le financement soit significatif, les donateur-ice-s doivent impliquer et soutenir le monde majoritaire, non pas en tant que bénéficiaires, mais en tant que partenaires. Le financement doit répondre aux besoins du mouvement et non à des programmes imposés.

Les débats autour de la décolonisation du financement ont également soulevé la question de la responsabilité des donateur-ice-s, qui devraient assumer les mêmes responsabilités que celles qu'ils exigent des organisations financées. Alors que les bénéficiaires de subventions sont régulièrement invité-e-s à faire preuve de transparence, Juliet Nnedinma, PDG de [Women Initiative for Sustainable Empowerment and Equality - Nigeria](#), s'est interrogée sur les raisons pour lesquelles les donateur-ice-s rendent rarement compte de leur propre pouvoir. L'un des problèmes pratiques lié à la responsabilité est que les organisations ne savent souvent pas quels critères sont utilisés pour l'octroi des subventions, car les demandes sont rejetées sans explication.

Voici quelques suggestions pratiques proposées aux donateur·ice·s au cours des discussions:

- Financer directement les organisations menées par des jeunes et les organisations locales plutôt que par l'intermédiaire de tiers. La décolonisation de la philanthropie nécessite un transfert direct des sources de financement vers les communautés.
- Transparence dans les décisions de financement: les organisations du monde majoritaire ont appelé les donateur·ice·s à communiquer leurs critères et processus de décision afin que les mouvements puissent comprendre les raisons du rejet ou de l'acceptation de leurs demandes.
- Évolution vers la co-création, en repensant les relations de financement pour s'éloigner de la dynamique donateur·ice - bénéficiaire et s'orienter vers des partenariats basés sur la confiance.

Les débats sur les pratiques et les structures coloniales dans le financement des mouvements féministes ont été centrés sur un message clé et un changement radical dans le financement féministe, formulé par la militante tunisienne Assala Mdawkhy: « *Le financement doit s'accompagner d'un véritable projet de libération basé sur des principes féministes et ne pas reproduire les schémas capitalistes et hiérarchiques, et les dynamiques de pouvoir.* »

JUSTICE CLIMATIQUE

Les participant·e·s ont souligné à plusieurs reprises le déséquilibre structurel entre le financement de l'action climatique et le financement pour l'égalité de genre, notant que les initiatives climatiques mobilisent beaucoup plus de ressources tout en restant largement déconnectées des réalités féministes et locales.

Les chiffres présentés lors de la session parallèle « *Financement pour l'action climatique collective et équitable entre les genres* » ont confirmé les tendances observées par les participant·e·s: bien que le financement climatique ait considérablement augmenté, seule une très petite partie cible l'égalité de genre, et un pourcentage encore plus faible atteint directement les mouvements locaux, comme indiqué dans la section « La politique de l'argent ». Leah Moss, stratège politique senior chez [Mama Cash](#), a souligné que si l'APD relative au climat et incluant le genre a quadruplé entre 2011 et 2020, cette croissance est souvent le résultat d'une réaffectation des budgets de développement existants plutôt que de nouvelles ressources, ce qui renforce la concurrence avec d'autres objectifs de développement.

Le scénario exposé dans cette session fait écho aux défis soulignés dans les ateliers d'apprentissage, dans lesquels le financement climatique a été décrit comme cloisonné, technocratique et difficile d'accès, en particulier lorsque le financement donne la priorité à l'atténuation, aux infrastructures ou aux solutions commerciales plutôt qu'aux soins, à la résilience et à l'adaptation menées par les communautés.

Le secteur privé apparaissant comme une source pragmatique de financement des mouvements féministes, une question centrale s'est posée: comment collaborer de manière responsable avec le secteur privé sans contribuer à la dégradation de l'environnement ni renforcer les modèles extractifs? Les discussions ont également mis en garde contre les approches qui s'apparentent au greenwashing ou au pinkwashing, qui revendiquent l'inclusion des genres sans changer les rapports de force ni la responsabilité.

Face à ce scénario difficile, les participant·e·s ont souligné des perspectives encourageantes:

- L'Adaptation Fund a été identifié comme le premier mécanisme multilatéral privilégiant l'accès direct des actrices et acteurs locaux.
- Le Green Climat Fund, le plus grand fonds multilatéral dédié au climat, a déboursé \$1,4 milliards en 2022 et cherche activement à développer le financement local.
- Bien que disposant de ressources insuffisantes, les victoires remportées par le monde majoritaire en matière de plaidoyer, telles que le Loss and Damage Fund, semblent ouvrir des opportunités intéressantes pour influencer les allocations futures.
- Les approches prometteuses incluent notamment les fonds des femmes intégrant des indicateurs climatiques, les fonds collectifs de résilience du secteur privé et la planification de l'adaptation menée localement qui associe les femmes et les communautés autochtones à la prise de décision.

Quelques appels à l'action ont été lancés dans le domaine du financement climatique:

- Adopter des cadres éco-féministes, combinant l'égalité de genre et les flux de financement climatique afin de réduire les cloisonnements.
- Définir des limites politiques strictes et des mesures de protection claires pour les partenariats avec le secteur privé;
- Cartographier les flux financiers liés au climat afin d'identifier les lacunes et de réorienter activement les ressources vers les mouvements féministes et populaires.

Pas d'avenir féministe sans la libération des personnes queer et trans

« Pour véritablement financer des futurs féministes, nos cadres doivent intégrer l'intersectionnalité et placer la justice économique au centre en incluant tous les corps, tous les genres, et toutes les façons de vivre et prendre soin d'une communauté. »

- Aparna Arora, Co-Présidente de Society of Gender Professionals

Si les fonds destinés aux mouvements LGBTQ+ ont augmenté ces dernières années, ils restent « une goutte d'eau dans l'océan des dons à travers le monde », avec des inégalités structurelles profondes en matière de répartition des ressources. Au cours de la session intitulée « *Rendre les règles du financement féministe plus queer* », les participant·e·s ont également fait référence au Compromiso de Sevilla (le document résultant de la FfD4), récemment discuté, critiquant ses résultats pour leur manque d'ambition et de responsabilité dans la rectification des injustices historiques en matière de développement et des déséquilibres de pouvoir entre le Nord et le Sud global, ainsi que pour l'absence quasi totale d'une perspective féministe queer. Aparna Arora, coprésidente de Society of Gender Professionals, a souligné un autre niveau d'exclusion: environ un tiers seulement des financements LGBTQ+ parviennent aux pays du Sud global et de l'Est, alors que ces régions abritent près de 90% de la population mondiale.

Les discussions ont également mis en évidence le fait que les pays du monde majoritaire sont également ceux qui enregistrent les taux de violence les plus élevés à l'encontre des personnes LGBTQ+. Violeta Colmán, chercheuse à MUNDOSUR, a illustré ces défis par des expériences vécues grâce au [Marielle Franco Monitor](#), une carte interactive qui documente les crimes haineux contre les personnes LGBTQ+ en Amérique latine. Malgré son impact et sa pertinence pour l'élaboration de politiques féministes et la défense des droits humains, le projet a dû être suspendu en raison des coupes budgétaires. Comme l'a souligné Violeta, les projets LGBTQ+ sont les premiers à disparaître, même au sein des organisations féministes. Les initiatives dépendent donc de l'engagement bénévole et du travail non rémunéré qui, bien qu'il s'agisse d'un formidable engagement qui permet de poursuivre le travail, n'est pas viable: « *La passion ne peut remplacer le financement* ». Elle a averti que la perte d'outils tels que le Monitor ne signifie pas seulement ne plus avoir accès à des données essentielles, mais aussi « *la perte de visibilité, de précision et de vérité, et lorsque cela se produit, la violence prospère dans le silence* ».

En partant de ce constat, Bren Kutch, membre de l'équipe de codirection de la [Society of Gender Professionals](#), a mis en évidence les fractures au sein même des mouvements féministes et de justice de genre, soulignant que beaucoup continuent de donner la priorité aux femmes cisgenres, hétérosexuelles et endosexes tout en excluant les personnes trans, queer et intersexes, bien que ces communautés soient disproportionnellement touchées par la pauvreté et l'exclusion sociale.

À l'heure où les mouvements anti-genre attaquent délibérément d'une seule voix, nos mouvements ne peuvent se permettre de lutter en vase clos. La lutte féministe doit être menée ensemble, en rejetant activement l'opposition binaire, fausse et dangereuse entre les femmes cisgenres et transgenres, et en affirmant que la libération des personnes trans, queer et intersexes est fondamentale pour l'avenir du féminisme. L'appel à l'action de Bren s'est donc concentré sur la prise de décision inclusive, non seulement par souci de justice, mais aussi parce qu'« *il est bon d'être inclusif* », car l'inclusion renforce les organisations et les mouvements grâce à des expériences vécues et à une diversité de perspectives, ce qui les rend finalement plus efficaces.

Voici quelques-unes des recommandations formulées:

- Aller au-delà du tokenisme dans la philanthropie privée, et inciter les donateur·ice·s à redistribuer le pouvoir et les sources de financement vers les organisations queer et transgenres des pays du Sud global, et pas seulement à les inclure de manière symbolique.
- Investir dans un financement structurel à long terme, plutôt que dans des projets à court terme.
- Garantir la participation des acteur·ice·s queer à la prise de décision, non seulement par souci de justice, mais aussi parce que l'inclusion renforce les résultats et la résilience collective.

QUI SONT ABSENTES DE NOS MOUVEMENTS FÉMINISTES – ET POURQUOI LES FEMMES EN SITUATION DE HANDICAP SONT-ELLES TOUJOURS EXCLUES?

« *Combien de femmes en situation de handicap comptez-vous dans vos mouvements ?* » Cette question révélatrice, posée par Dwi Ariyani, directrice adjointe chargée de l'apprentissage entre pairs et collectif au [Disability Rights Fund](#), nous a toutes poussées à examiner les mouvements féministes dont nous faisons partie. Bien que les femmes en situation de handicap représentent environ 20% de la population totale, elles restent largement absentes de la représentation publique, y compris dans les débats sur le genre.

À travers des exemples concrets, Michèle Sojip, fondatrice de l'association [Handicapés et Fiers](#), a montré que cette exclusion est particulièrement visible dans l'éducation, où seulement 32% des filles en situation de handicap terminent leurs études secondaires, ce qui rend les femmes en situation de handicap trois fois plus susceptibles d'être analphabètes que les hommes sans handicap. Ces inégalités sont aggravées par une exposition nettement plus élevée aux violences physiques, psychologiques, financières et sexuelles.

Afin d'illustrer comment des actions inclusives peuvent conduire à des avancées tangibles, les participant·e·s ont partagé des exemples récents qui ont permis des progrès significatifs:

- Le financement par l'ambassade de France au Cameroun du projet « *Her Too* », qui a renforcé la participation politique des femmes en situation de handicap avant les élections.
- Le soutien au renforcement organisationnel apporté par l'[African Women's Development Fund](#), notamment le renforcement des capacités internes qui a ensuite permis d'obtenir un financement supplémentaire auprès de *Fòs Feminista*.

Plusieurs pistes ont été identifiées pour lutter contre l'exclusion des femmes en situation de handicap:

- Reconnaître les femmes en situation de handicap en tant que détentrices de connaissances, en particulier en matière d'adaptation au changement climatique, car leurs expériences vécues font d'elles des expertes en résolution de problèmes, en résilience et en adaptation.
- Mettre en place des quotas obligatoires pour garantir l'inclusion des femmes en situation de handicap dans tous les projets financés, notamment les initiatives climatiques et environnementales.
- Accorder des financements spécifiques aux organisations dirigées par des femmes en situation de handicap, afin de faire en sorte que les ressources parviennent aux personnes les plus proches des problèmes et les plus à même d'apporter des solutions.
- Aller au-delà des simples subventions en offrant un soutien global comprenant des formations, un renforcement des capacités et un accompagnement à long terme, afin de permettre aux organisations féministes dirigées par des personnes en situation de handicap de pérenniser et de développer leur action.

LA VICTOIRE DE L'UN·E DEVIENT LA VICTOIRE DE TOUS·TES

Dans un système (de financement) qui favorise la concurrence, la division et les approches cloisonnées, les participant·e·s ont souligné l'importance des alliances qui renforcent la cohérence politique, développent des programmes communs et renforcent l'influence collective. Des réseaux tels que [AWID](#) et [Alliance for Feminist Movements](#) ont souvent été cités comme des espaces qui facilitent la création d'alliances, réduisent la concurrence et favorisent la solidarité entre les mouvements.

Les participant·e·s ont insisté sur la distinction entre les alliances visant à exercer une influence politique et les collaborations permettant aux personnes de s'organiser pour accéder à des financements. [Prospera International Network of Women's Funds \(INWF\)](#) (INWF) et le [Gender Funders CoLab](#) ont été mis en avant pour leur rôle dans la mobilisation et la coordination des ressources, tout en accordant la priorité au climat de confiance, à la coordination et au renforcement mutuel au sein de l'écosystème.

Ensemble, ces différentes formes de collaboration contribuent à un écosystème féministe dans lequel les mouvements peuvent s'inspirer mutuellement de leurs luttes et de leurs réussites – où, comme l'ont décrit les participant·e·s, *la victoire de l'un·e devient la victoire de tous·tes*. Faire ce type de distinction permet aux mouvements, aux ONG, aux réseaux, aux chercheur·euse·s, aux fonds des femmes, fonds et donateur·ice·s féministes de concilier leur influence politique et leurs ressources afin d'atteindre des objectifs communs de pouvoir collectif, au-delà des victoires isolées ou à court terme. Même si le travail qui nous attend est loin d'être facile, tirer parti de nos rôles complémentaires nous permet de continuer.

Initiative Spotlight: [#AccelerateTogether](#)

L'initiative *Accelerate Together*, récemment lancée et soutenue par plusieurs donateur·ice·s et réseaux féministes clés, dont [Alliance for Feminist Movements \(AFM\)](#), [Mama Cash](#), [Gender Funders CoLab](#) et [Prospera International Network of Women's Funds](#), qui mobilisent ensemble de nouveaux financements coordonnés (*leur objectif est \$600 millions par an*) dans le but de renforcer et de financer les mouvements dirigés par des femmes à l'échelle mondiale, de réorienter les sources de financement vers l'organisation communautaire et d'approfondir l'impact collectif sur les questions climatiques, démocratiques, de droits humains et de justice.

Où nous allons ensemble

« Pour celles d'entre nous dont les corps et les territoires ont été touchés par le colonialisme, l'expérience vécue n'est jamais compartimentée. Nous savons toutefois que les structures philanthropiques ont été construites de cette manière et nous avons une excellente occasion de mieux communiquer nos exemples d'intersectionnalité, dont beaucoup sont tirés de nos propres histoires personnelles. »

- Jovana Ríos Cisnero, directrice générale, Women's Link Worldwide, clôture de la plénière F4FF

Comme l'a si bien souligné Jovana, l'intersectionnalité n'est pas seulement une stratégie clé pour construire nos mouvements, mais une réalité incarnée qui façonne la vie de beaucoup d'entre nous. Élaborer ensemble des stratégies pour faire progresser le financement des futurs féministes exige des approches intersectionnelles, redistributives et solidaires, et notamment replacer au centre du débat les questions LGBTQ+, les droits des personnes en situation de handicap, la justice raciale et climatique et les jeunes féministes.

Les discussions ont également souligné combien il est important de comprendre comment les organisations locales élaborent leurs stratégies malgré la fragmentation récurrente des financements. Les fonds ont beau être destinés à une cause particulière, sur le terrain, les organisations locales continuent leur travail communautaire et s'attaquent à de multiples problèmes. Un tel soutien et ces liens profonds sont souvent méconnus ou négligés par les donateur·ice·s.

Dans l'ensemble, les mouvements féministes s'accordent sur la nécessité d'un financement flexible, fiable et à long terme qui soutienne l'organisation, les soins et la transformation, soit tous les éléments nécessaires pour changer des vies de manière significative. Cela nécessite avant tout une approche décoloniale qui dépasse les cloisonnements, remet en question le paternalisme du monde minoritaire et redonne le pouvoir aux personnes en première ligne de la défense de la vie, de la justice, de la démocratie et des territoires.



Axe 2

Tenir la ligne en plein éclatement: les sources de financement traditionnelles, un terrain contesté par les féministes

En rentrant dans les thématiques de l'axe 2, nous passons du renforcement des mouvements à la protection des financements traditionnels en faveur de l'égalité de genre. Nous avons abordé la nécessité urgente de défendre et de remodeler les sources de financement traditionnelles alors que les pressions politiques s'intensifient et que les financements publics diminuent. Tout au long des discussions, les participant-e-s ont souligné que, même face à des coupes budgétaires de plus en plus importantes, les sources traditionnelles restent essentielles pour soutenir le travail féministe et en faveur de l'égalité de genre. Pour de nombreux mouvements, elles continuent de déterminer la survie organisationnelle.

Les participant-e-s ont exprimé leur engagement commun à travailler à la fois au sein et contre les systèmes existants: défendre les financements publics et les engagements multilatéraux là où ils existent, tenir les gouvernements et les acteur-ice-s privés responsables de leurs engagements publics, et rejeter les discours qui dépeignent les coupes budgétaires et les reculs comme inévitables. Selon elles, tenir la ligne ne signifie pas préserver le statu quo, mais empêcher que la situation ne se détériore davantage tout en renforçant le pouvoir de transformation.

Alors, comment les féministes tiennent-elles la ligne?

CONTRE LES FORCES ANTI-GENRE

L'un des domaines les plus visibles et les plus urgents dans lesquels les féministes s'efforcent aujourd'hui de tenir la ligne est la lutte contre la montée des mouvements anti-genre et anti-droits. Dans toutes les régions et toutes les institutions, les participant-e-s ont souligné que les attaques contre l'égalité de genre s'inscrivent dans un projet politique mondial plus large et coordonné visant à démanteler les normes démocratiques, les cadres des droits humains et les engagements multilatéraux.

Plusieurs participant·e-s ont fait part de leur inquiétude quant au fait que si les féministes ne tiennent pas la ligne, les acteur·ice-s anti-genre gagneront de plus en plus de terrain dans différents domaines. Au cours de la session intitulée « *Le passé est un prologue, et l'avenir c'est maintenant* », Ján Michalko, chercheur à l'ODI Global, a déclaré qu'en réalité, les acteur·ice-s anti-genre opérant dans les espaces internationaux et multilatéraux ne sont pas des voix marginales, mais des forces antidémocratiques qui œuvrent activement pour renverser les normes mondiales relatives à l'autonomie corporelle, aux droits humains et à l'égalité de genre.

Les féministes africaines sont en première ligne de ce combat. Au cours de la session intitulée « *Financement de l'égalité de genre et des mouvements féministes* », Ramatoulaye Mballo, coordinatrice de l'initiative Leading From the South au [Fonds de développement des femmes africaines \(AWDF\)](#), a indiqué que l'analyse réalisée par l'AWDF, ainsi que des études plus larges menées par la société civile, montrent une augmentation des financements opaques versés à certaines régions d'Afrique afin d'influencer le discours public, les politiques et l'espace civique de manière à porter atteinte à l'égalité de genre et aux droits humains. Rien qu'entre 2019 et 2022, la région a connu une augmentation de près de 50% des financements anti-genre, principalement destinés à l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Les participant·e-s ont observé que ces flux financiers sont souvent difficiles à retracer et s'accompagnent fréquemment de discours caractérisant les positions anti-genre comme étant ancrées localement ou protégeant les intérêts nationaux. Les donateur·ice-s et les institutions engagé·e-s dans la défense de l'espace démocratique, de la justice de genre et des mouvements locaux doivent impérativement comprendre ces dynamiques et y répondre.

Comme l'a souligné Luciana Brito, alors co-directrice de l'ONG féministe, antiraciste et anti-validiste brésilienne [Anis](#), lors de la session « *Contrer les mouvements anti-genre: perturber les flux financiers et renforcer la résistance* », les mouvements anti-droits sont soutenus par un modèle économique qui profite activement de la haine. Loin de fonctionner uniquement grâce à l'idéologie ou à la panique morale, ces mouvements sont intégrés dans des écosystèmes commerciaux dans lesquels les entreprises et les plateformes numériques monétisent les discours anti-genre et anti-droits grâce à la publicité et à des algorithmes basés sur l'engagement. Selon elle, les stratégies féministes doivent donc aller au-delà des contre-discours et s'attaquer directement aux incitations économiques qui permettent aux acteur·ice-s anti-genre d'agir. Cela implique notamment de collaborer avec les entreprises et les plateformes afin de mettre fin à la publicité, à l'amplification et à la monétisation des contenus haineux, réduisant ainsi efficacement le « gâteau » financier et infrastructurel dont dépendent les mouvements anti-droits.

COMMENT LES FÉMINISTES TIENNENT LA LIGNE:

- **Rester présentes dans les espaces contestés:** les féministes restent actives dans les espaces institutionnels, politiques et en ligne. Elles savent que prendre du recul permettrait aux groupes anti-genre de gagner du terrain et de promouvoir des programmes dangereux.
- **Suivre les flux financiers transnationaux:** les mouvements et les chercheur·euse-s attirent l'attention sur le fossé financier entre les groupes progressistes et les organisations anti-droits. Ils montrent à quel point le soutien financier au mouvement anti-genre est important et bien organisé.

- **Réagir avec rapidité et flexibilité:** même avec des informations limitées, les féministes surveillent les méthodes de financement des groupes anti-genre et leurs stratégies pour établir des liens et gagner en légitimité dans différents pays. Cela permet à tout le monde de mieux comprendre le fonctionnement de ces groupes.
- **Relier les mouvements anti-genre à des projets autoritaires plus larges:** les féministes agissent rapidement et s'adaptent à des situations politiques en constante évolution. Elles privilégient le partage d'analyses et d'avertissements précoces, même lorsque toutes les données ne sont pas encore disponibles, afin de pouvoir réagir avant que les menaces ne s'aggravent.
- **Recadrer le financement féministe comme une question de démocratie:** les mouvements considèrent le financement des groupes féministes et LGBTQ+ comme essentiel à la protection de la démocratie et de l'espace civique. Cette approche permet de construire des alliances politiques plus larges et de bénéficier d'un soutien public qui dépasse les seules questions de genre.

REVENDEICATIONS FÉMINISTES AUPRÈS DES DONATEUR·ICE·S

- **Proposer un financement flexible et adaptable dans des contextes restrictifs et criminalisés:** les féministes demandent un financement flexible susceptible de parvenir à des groupes travaillant dans des contextes très restrictifs ou criminalisés. Des règles strictes peuvent accroître les risques ou suspendre l'aide.
- **Ne pas se retirer des contextes dits « à haut risque »:** les participant·e·s ont insisté sur le fait que la suppression des financements dans les zones « à haut risque » ne fait que favoriser les groupes anti-droits. Elles ont exhorté les donateur·ice·s à rester impliqué·e·s, à partager les risques et à investir là où les mouvements sont les plus menacés.
- **S'engager à investir à long terme dans les soins, la protection et la durabilité:** reconnaissant que la montée en puissance des acteur·ice·s anti-genre est structurelle et continue, les féministes réclament des ressources qui soutiennent les soins collectifs, la sécurité et la résilience des mouvements au-delà des réponses à court terme aux crises. Les changements de politique, tels que [la récente extension de la « Global Gag Rule »](#) (règle du bâillon mondial), montrent la vitesse à laquelle les décisions politiques peuvent accroître les risques, le retrait des financements et l'épuisement des mouvements féministes et LGBTQ+. Les donateur·ice·s doivent aider à anticiper et à relever ces défis en investissant dans des infrastructures de financement durables.
- **Accroître la transparence et la responsabilité dans les flux de financement:** les participant·e·s ont appelé à plus de transparence concernant le financement des groupes progressistes et anti-droits. Elles veulent connaître le rôle des entreprises privées, des intermédiaires et des plateformes numériques qui soutiennent ou bénéficient des programmes anti-genre. Cela implique de travailler avec des groupes de lutte contre la corruption et de surveillance financière afin de traquer les financements cachés et de soutenir de meilleures politiques et un meilleur débat public.

- **Reconnaître le rôle des mouvements féministes en tant qu'acteurs politiques et les financer comme tels:** les groupes anti-droits sont organisés pour anéantir les progrès féministes et affaiblir la démocratie. Les groupes féministes, de justice de genre et LGBTQ+ mènent le combat pour protéger les droits et l'espace civique dans un monde plus autoritaire. Les donateur-ice-s devraient reconnaître leur rôle politique et soutenir directement leur travail grâce à un financement flexible et basé sur la confiance, notamment en ce qui concerne l'organisation, le plaidoyer, les litiges stratégiques, l'étude et la surveillance des acteur-ice-s anti-genre, les actions narratives et numériques, et la coordination transfrontalière, et non pas uniquement via des subventions à court terme ou basées sur les services.

DANS L'ESPACE APD

Au cours de la session « *Financement pour l'égalité de genre et les mouvements féministes: dernières actualités* » Ben Overton, de [SEEK Development](#), a présenté une analyse démontrant que l'APD ne remontera probablement pas à ses niveaux antérieurs dans un avenir proche. Il a déclaré que le climat politique actuel rendait plus risquée la position des décideur-euse-s politiques qui soutiennent ouvertement l'égalité de genre, car les incitations à défendre les programmes féministes sont limitées face à la montée de la militarisation, du nationalisme et des retours de bâton réactionnaires. Les participant-e-s ont convenu qu'il s'agissait là d'un changement important, et qu'il fallait à la fois résister et faire preuve d'innovation pour maintenir les progrès accomplis.

Les intervenantes ont également souligné que le soutien à l'APD n'excluait pas une analyse critique. Lors de la séance plénière intitulée « *Architecture du changement* », la chercheuse féministe Hilal Gençay, originaire de Turquie, a souligné la nécessité de responsabiliser les prestataires de l'APD. Elle a redéfini l'aide comme une question de justice plutôt que de charité, déclarant que « *les citoyens du monde et la majorité mondiale ont un droit légitime sur les ressources qui leur ont été prises* ». Cette perspective relie le plaidoyer féministe en faveur de l'APD à l'histoire plus large de l'extraction, des inégalités, de la redistribution et des réparations.

Nous avons approfondi ces questions lors de la session « *Repenser le financement mondial: l'APD peut-elle être véritablement féministe ?* ». Les participant-e-s ont identifié des défis structurels liés à l'APD, soulignant que malgré des années de propositions de réformes, l'APD continue souvent à renforcer les systèmes coloniaux et capitalistes. Le financement reste fragmenté en secteurs étroits et limité par des cycles de projet courts, ce qui freine le développement des mouvements et l'engagement politique durable. Comme l'a déclaré Martha Nambuyaga Kavuma, spécialiste des droits sexuels et reproductifs chez [Sonke Gender Justice](#), « *le cycle de projet n'est pas favorable aux mouvements. Il ne nous permet pas de mener les actions de plaidoyer dont nous avons besoin, quand nous en avons besoin* ».

Malgré ces préoccupations, les participant-e-s ont reconnu qu'il s'agissait d'une source de financement essentielle pour faire progresser l'égalité de genre. En période de crise, de conflit ou de restriction de l'espace civique, en particulier, l'APD reste l'un des rares mécanismes disponibles pour soutenir l'organisation féministe à grande échelle. Les participant-e-s ont mis en garde sur les risques d'une récupération de la part des groupes anti-genre si les groupes féministes venaient à se retirer ou à abandonner leur plaidoyer en faveur de l'APD, comme cela a pu se produire dans d'autres contextes.

Une double stratégie est nécessaire pour faire progresser l'APD. Fadekemi Akinfaderin, directrice mondiale de [Fòs Feminista](#) et facilitatrice de l'axe 2, a résumé cette approche: « *Nous devons défendre l'APD et la coopération féministe, mais nous devons également aller au-delà.* » Cela signifie préserver les acquis, empêcher de nouveaux reculs et tenir les gouvernements responsables de leurs engagements en faveur de l'égalité de genre. Et par ailleurs, de transformer l'APD en s'attaquant à ses fondements coloniaux et en ré-affectant les ressources pour soutenir les mouvements collectifs.

Les participant-e-s ont rappelé que ces efforts doivent être soutenus et complétés par des sources de financement supplémentaires, notamment la philanthropie, les fonds communs et solidaires, les contributions des membres et le financement régional, mais sans les remplacer. Si ces sources peuvent augmenter et diversifier les ressources disponibles, elles ne peuvent pas remplacer les obligations fondamentales et les engagements publics des États en matière d'égalité de genre, de droits humains et de responsabilité démocratique.

COMMENT LES FÉMINISTES TIENNENT LA LIGNE:

- **Suivre et dénoncer publiquement les coupes budgétaires disproportionnées du financement de l'égalité de genre dans le cadre de l'APD:** les féministes continuent de dénoncer la réduction systématique du financement de l'égalité de genre lors des restrictions budgétaires, même lorsque le niveau global de l'APD reste stable. Elles mettent également en lumière les conséquences de l'appariement des données quantitatives sur les coupes budgétaires dans l'APD avec les témoignages de femmes, de personnes LGBTQ+ et de mouvements et démontrent ainsi comment les décisions relatives au financement ont des conséquences concrètes sur la vie quotidienne des personnes, en particulier les plus marginalisées, entraînant des restrictions budgétaires dans les services essentiels, plus d'insécurité et de précarité ainsi qu'une capacité d'organisation affaiblie.
- **Redéfinir l'APD comme une question de démocratie dans des contextes politiques difficiles:** Les participant-e-s ont observé que la défense de l'APD selon des principes féministes ou d'égalité de genre est politiquement risquée dans le contexte actuel, alors que la démocratie reste un engagement public plus défendable. Les féministes décrivent donc les attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+ et le financement de l'égalité de genre comme étant des menaces directes pour la gouvernance démocratique, l'espace civique et l'état de droit. Elles soulignent que les restrictions budgétaires imposées aux mouvements féministes et pour l'égalité de genre constituent une menace directe pour les systèmes démocratiques à l'échelle mondiale.
- **Exploiter les engagements politiques et juridiques existants pour responsabiliser les gouvernements donateur·ice·s:** les féministes s'appuient stratégiquement sur les politiques étrangères féministes, les accords multilatéraux, les traités relatifs aux droits humains et les protocoles régionaux sur le genre pour contester les gouvernements lorsque des aides sont réduites ou reléguées au second plan, en tant qu'outils concrets de responsabilité publique.

- **Diversifier les sources de financement tout en défendant l'APD:** les mouvements féministes continuent de promouvoir et de défendre des modes de financement alternatifs, tels que la philanthropie, les fonds communs et solidaires, le financement autonome, les cotisations des membres, la justice fiscale et budgétaire et l'annulation de la dette, pour moins dépendre de l'APD. Et parallèlement, les mouvements continuent de défendre l'APD comme une responsabilité politique et refusent que la diversification justifie le retrait des donateur·ice·s.

REVENDEICATIONS FÉMINISTES AUPRÈS DES DONATEUR·ICE·S:

- **Arrêter les coupes budgétaires disproportionnées du financement de l'égalité de genre dans le cadre de l'APD:** les gouvernements donateur·ice·s doivent maintenir et renforcer les objectifs contraignants relatifs à l'égalité de genre dans tous les portefeuilles d'aide, notamment l'aide humanitaire, la coopération climatique et la coopération au développement, indépendamment des contraintes budgétaires; et s'engager à allouer une part définie de l'APD, dont au moins 20%, à des programmes dont l'objectif principal est l'égalité de genre.
- **Intégrer des mécanismes de responsabilité féministes, décoloniaux et basés sur les droits humains dans la coopération au développement:** les gouvernements donateur·ice·s doivent redéfinir les programmes d'aide afin de soutenir le changement structurel et la redistribution du pouvoir, au lieu de perpétuer des modèles de développement extractifs ou coloniaux.
- **Développer et institutionnaliser une budgétisation féministe et sensible au genre dans le cadre de l'APD:** les gouvernements doivent veiller à ce que les engagements en matière d'égalité de genre se reflètent dans les allocations budgétaires, les processus de mise en œuvre et les cadres d'évaluation, et non pas se limiter à des déclarations politiques ou à des programmes isolés.
- **S'opposer au détournement de l'APD vers des programmes militaires, de contrôle des frontières, ou de sécurité,** et réaffirmer que la coopération au développement est un outil au service des droits humains, de la justice sociale et de la responsabilité démocratique.
- **Respecter l'engagement de 0,7%:** les gouvernements donateur·ice·s doivent respecter l'engagement contraignant de 0,7% du RNB consacré à l'APD en tant que responsabilité publique, en reconnaissant que celui-ci ne peut être remplacé par la philanthropie ou le financement privé. Des cadres de responsabilité clairs doivent être mis en place afin de suivre, mesurer et faire respecter cet engagement.

Apporter une perspective féministe aux débats sur l'avenir de l'aide et l'après

Les participant·e·s ont considéré les débats actuels sur l'avenir de l'aide et le développement après l'aide comme une occasion de renforcer le plaidoyer féministe. Elles ont souligné combien il était important de respecter l'objectif des Nations unies de 0,7% du RNB consacré à l'APD, fixé dans les années 1970 comme norme de base mais non respecté par la plupart des gouvernements donateur·ice·s. Elles ont également insisté sur le fait que les engagements non respectés en matière d'APD doivent être considérés comme une dette envers les pays du Sud global, et non comme une forme de charité discrétionnaire.

Afin de repenser la coopération au développement dans une perspective féministe, les participant·e·s ont déclaré que l'accent devait être mis non plus sur la bienveillance, mais sur la justice, la redistribution et la réparation des dommages coloniaux passés et actuels. Elles ont souligné que les futurs modèles d'aide doivent soutenir différentes formes de souveraineté et d'autodétermination.

Les participant·e·s ont également exprimé leur inquiétude quant au fait que les nouvelles initiatives mondiales façonnent les discours post-aide sans perspective féministe ou de justice de genre claire. Par exemple, la nouvelle coalition [Future of Development Cooperation Coalition](#) issue des discussions sur le financement du développement, a été créée pour définir une vision audacieuse de la coopération au développement moderne, mais ne mentionne pas directement l'égalité de genre ni les principes féministes. Elles ont souligné que les mouvements féministes doivent s'impliquer dès le début et travailler ensemble pour que les futurs cadres ne reproduisent pas les anciens schémas d'exclusion et de déséquilibre des pouvoirs.

DANS LE MONDE PHILANTHROPIQUE

Alors que les financements publics et l'aide publique au développement diminuent, la philanthropie intervient pour soutenir l'égalité de genre et les droits des personnes LGBTQ+. Les participant·e·s sont revenues sur le fait que *les mouvements féministes et le monde philanthropique* doivent aborder ce changement de manière réfléchie et avec des stratégies claires. Le soutien philanthropique doit compléter, et non remplacer, le financement public et les changements systémiques plus larges.

Les discussions ont mis en évidence le manque de cohérence dans la réponse du monde philanthropique. Certain·e·s donateur·ice·s ont fait preuve de souplesse et étaient prêt·e·s à prendre des risques, tandis que d'autres se sont retiré·e·s ou ont imposé des règles et des conditions strictes, similaires à celles du financement public. Les participant·e·s ont mis en garde contre l'utilisation de mesures d'austérité et ont encouragé les donateur·ice·s à se montrer flexibles afin de soutenir des approches à long terme, sans restrictions et menées par les mouvements.

Lors de la session « *Réimaginer la philanthropie privée: soutenir les mouvements féministes et queer grâce à un financement équitable* », Melanie Judge, militante queer et professeure adjointe en droit public à l'université du Cap, a souligné que la richesse privée est souvent liée à des systèmes qui soutiennent également les mouvements anti-droits et anti-LGBTQ+. Il est donc nécessaire de renforcer le contrôle politique, la transparence et la responsabilité concernant les sources de richesse. Les participant·e·s ont également convenu que la philanthropie féministe repose sur le partage du pouvoir, et non pas seulement sur la charité. Soutenir les mouvements féministes signifie donc partager la prise de décision, les risques et la confiance. Une chercheuse féministe a interpellé les donateur·ice·s en déclarant: « *Si vous détenez des ressources, partagez le pouvoir. Si vous élaborez des politiques, faites confiance aux mouvements. Si vous défendez la justice, soutenez ceux et celles qui la rendent possible.* »

Les profondes inégalités dans la répartition actuelle des ressources philanthropiques ont fait l'objet d'une discussion. Des études montrent que le financement en faveur de l'égalité de genre dans les pays du Sud global – environ \$3,4 milliards an en 2021-2022 – se concentre principalement sur 10 fondations internationales qui se partagent 97% de ce montant, tandis qu'une petite partie seulement est allouée aux organisations féministes et de défense des droits des femmes implantées localement. Parallèlement, les participant·e-s ont souligné qu'il existe un fort potentiel inexploité dans la philanthropie des pays du Sud global et des marchés émergents: des ressources qui pourraient jouer un rôle beaucoup plus important dans le soutien des mouvements féministes si l'équilibre des pouvoirs, la confiance et la prise de décision étaient significativement repensés.

La conférence a également présenté des pratiques alternatives en matière de dons qui remettent en question les principaux modèles occidentaux de philanthropie. Les pratiques du Sud global reposent sur la solidarité, la réciprocité et le bien-être collectif, et non sur la reconnaissance individuelle. Ces méthodes offrent des enseignements importants pour la philanthropie féministe, tels que la mise en commun de fonds, l'entraide, le soutien à la diaspora et la contribution à des écosystèmes entiers plutôt que l'octroi de subventions ponctuelles. Les intervenantes ont déclaré que la philanthropie féministe devrait faire partie du mouvement féministe, répondre à ses priorités, répondre aux besoins politiques et aider à soutenir les réseaux de résistance et de changement.

COMMENT LES FÉMINISTES TIENNENT LA LIGNE:

- **Décoloniser la pratique philanthropique en tant que stratégie féministe**, notamment en s'interrogeant sur l'origine de la richesse philanthropique, en bouleversant le pouvoir de définition des priorités du Nord global, en transférant la prise de décision aux mouvements du Sud global et en finançant dans le respect des contextes politiques, des langues et des traditions organisationnelles des pays et régions.
- **Mobiliser les femmes donatrices** qui font régulièrement des dons et les encourager à passer de dons privés et discrets à des méthodes de soutien plus coordonnées, publiques et responsables.
- **Donner la priorité et protéger le financement des organisations dirigées par des personnes queer et trans**, en particulier dans les pays du Sud global, où ces groupes sont confrontés à des risques politiques, financiers et sécuritaires plus importants.
- **Résister et dénoncer la financiarisation de la philanthropie**, où les mouvements sont contrôlés par des indicateurs, des subventions à court terme et des rapports techniques qui limitent le travail politique et affaiblissent l'organisation et l'autonomie sur le long terme.
- **Mobiliser la philanthropie pour se désengager des pratiques dangereuses**: les féministes œuvrent ensemble pour exhorter les donateur·ice-s philanthropiques à aligner leurs financements et leurs investissements sur les principes de justice. Des initiatives telles que Funders for Palestine appellent la philanthropie à se désengager de l'occupation, du militarisme et de la violence structurelle, soulignant qu'une telle position de principe est essentielle pour soutenir de manière crédible les mouvements féministes et de défense des droits humains.

Tirer les leçons de la pratique féministe dans la philanthropie

Jayapadma RV, alors responsable des programmes et des partenariats à la South Asia Women Foundation India (SAWF-IN), un fonds pour les femmes basé en Inde, a expliqué lors de la conférence comment la SAWF-IN crée des espaces sûrs et partagés pour permettre aux femmes philanthropes de remettre en question les normes patriarcales relatives aux dons et les dynamiques de pouvoir dans le contexte familial. SAWF-IN privilégie l'accompagnement et l'éducation politique afin d'élargir les perspectives et les approches en matière d'égalité de genre. Elle aide les donateur·ice·s à se familiariser avec les luttes et les priorités des mouvements féministes et encourage les dons basés sur la confiance et la solidarité. Les femmes donatrices apprennent également les unes des autres, car elles sont souvent confrontées à des priorités patriarcales dans le cadre familial.

REVENDEICATIONS FÉMINISTES AUPRÈS DES DONATEUR·ICE·S:

- **Transférer le pouvoir et les ressources::** les donateur·ice·s doivent laisser les mouvements féministes et queer, en particulier ceux du Sud global, fixer les priorités, prendre les décisions et définir le succès, au lieu de continuer de tout gérer depuis leurs institutions.
- **Fournir un financement à la hauteur de l'urgence du climat politique actuel:** s'appuyant sur l'appel lancé par *Shake the Table* et *The Bridgespan Group* en 2022, les donateur·ice·s doivent investir au moins \$6 milliards d'ici 2026 pour contrer le mouvement mondial anti-genre et soutenir les progrès démocratiques et féministes.
- **Supprimer les critères de reporting contraignants:** les mouvements ne devraient pas avoir à utiliser des cadres complexes qui génèrent de la paperasserie et rendent l'organisation plus difficile. Le reporting devrait être simple, élaboré en collaboration avec les mouvements et axé sur la responsabilité partagée et l'apprentissage.
- **Refuser la neutralité face à la violence structurelle:** les donateur·ice·s doivent veiller à ce que toutes les pratiques financières, notamment les dons et les investissements, respectent les principes de justice, et retirer leurs capitaux des systèmes qui portent préjudice. Ils et elles doivent prendre position lorsque les mouvements féministes, queer et de défense des droits humains sont menacés.
- **Libérer la philanthropie dans les pays du Sud global:** le monde philanthropique doit soutenir le potentiel des donateur·ice·s des pays du Sud global en investissant dans la prochaine génération et en orientant les ressources vers les mouvements féministes locaux.



Axe 3

Renforcer le financement féministe pour l'égalité de genre - S'appuyer sur la FfD4 et explorer de nouvelles possibilités

Enfin, nous arrivons à l'axe 3. Complémentaire aux stratégies féministes abordées précédemment sur les éléments nécessaires pour construire et nourrir nos mouvements et sur les moyens utilisés par les féministes pour protéger les financements essentiels dans de multiples domaines, l'axe 3 s'est concentré sur le financement féministe en tant que projet politique visant à permettre des futurs féministes. Tout en restant lucides quant aux limites des modèles et des tendances actuels en matière de financement, les discussions se sont éloignées de la dynamique prudente qui s'est dégagée de la FfD4 à Séville et ont identifié les perspectives qui s'ouvrent. Avec une vision tournée vers l'avenir, les participant-e-s lors de l'axe 3 ont également invité les personnes présentes à explorer de nouvelles possibilités de financement, en se concentrant sur les mécanismes financiers innovants et les opportunités potentielles, ainsi que sur les implications idéologiques, politiques et matérielles pour les sources de financements féministes.

Dans le prolongement de la FfD4

ÉTAT DES LIEUX: LE FINANCEMENT FÉMINISTE DANS LE PROCESSUS FFD4

Bien que la FfD4 se soit achevée trois mois avant notre réunion à Madrid, ses contradictions étaient encore évidentes parmi les participant-e-s. L'atmosphère oscillait entre un optimisme prudent et une vigilance déterminée, alimentée par les critiques féministes incisives sur les limites de la FfD4 et les débats en cours sur les avantages et les conditions de la poursuite de l'engagement dans les espaces de la FfD. Occasion rare, qui ne se présente qu'une fois tous les dix ans, la FfD4 n'a pas permis de mettre en œuvre les réformes structurelles nécessaires pour transformer une architecture financière mondiale qui demeure patriarcale, coloniale et extractive. Ce résultat soulève des questions urgentes quant à la capacité du processus post-FfD à garantir une justice financière féministe.

FRUSTRATIONS FÉMINISTES CONCERNANT LE PROCESSUS FFD4

Un déficit de financement croissant: les objectifs de développement durable (ODD) sont non seulement remis en cause au sein du système des Nations unies, mais ils souffrent également d'un déficit de financement chronique de \$4 300 milliards an. Ce déficit devrait atteindre \$6 400 milliards d'ici 2030. Ne serait-ce que concernant l'égalité de genre, le déficit de financement annuel s'élève à \$420 milliards.

Les féministes se sont imposées dans le cadre du FfD4, mais leurs revendications n'ont pas été prises en compte: une délégation féministe était non seulement présente à Séville pour la conférence en présentiel, elle a également contribué activement à faciliter l'engagement et le leadership féministes dans le processus FfD. Les positions féministes en faveur d'une transformation systémique, de politiques transformatrices de genre et de modèles économiques alternatifs, telles qu'elles ont été formulées dans le Programme féministe du groupe de travail féministe de Civil Society Mechanism de la FfD4, dans le document Walking the Talk, ou dans la Déclaration du Forum féministe de la FfD4, entre autres, étaient toutefois loin d'être prises en compte de manière significative dans le « Compromiso de Sevilla », le document de synthèse de la conférence. Par ailleurs, toute référence à la DSSR a été omise et la perspective féministe queer était presque totalement absente.

Tirer la sonnette d'alarme sur le secteur privé: les analyses féministes n'ont cessé de documenter les préjudices genrés et racistes causés par la privatisation, le développement axé sur le marché et la mainmise des entreprises. Le fait que le financement privé soit de plus en plus présenté comme la principale solution pour le financement du développement, en particulier par l'expansion des acteurs privés dans la prestation de services publics, a suscité beaucoup de préoccupations. Avec une participation du secteur privé dépassant les 6 000 représentant-e-s contre 1 000 pour la société civile, ces tendances étaient évidentes à Séville et démontrent que le processus FfD4 a non seulement embrassé le financement privé, il a également facilité son influence croissante dans le financement mondial.

Résistance féministe: pouvoir, responsabilité et multilatéralisme

UNE VISION FÉMINISTE POUR UNE GOUVERNANCE MONDIALE DÉMOCRATIQUE

Les participant-e-s ont dénoncé la domination persistante de ce que beaucoup ont décrit comme un ordre multilatéral colonial, dans lequel des institutions telles que la Banque mondiale, le FMI et l'ONU continuent d'exercer un pouvoir disproportionné et largement incontesté. Cet ordre sert principalement les intérêts du Nord global et des élites capitalistes, tout en affaiblissant la souveraineté politique, économique et financière ainsi que l'autodétermination du Sud global. La concentration du pouvoir renforce les inégalités, limite la marge de manœuvre budgétaire déjà restreinte et marginalise systématiquement les alternatives féministes, populaires et issues des mouvements sociaux.

Bousculer le pouvoir – *qui décide, qui fixe les priorités et qui définit le « développement »* – est tout aussi important, sinon plus, que le simple transfert de fonds. Tout au long de la conférence, les réflexions ont souligné la nécessité de mettre en place des structures de gouvernance et de financement mondiales qui protègent l'espace civique, résistent au recul démocratique et s'appuient sur les féministes elles-mêmes. Cela a été présenté comme une condition préalable fondamentale à l'épanouissement de mouvements féministes forts et autonomes, ainsi qu'à leur participation et leur leadership significatifs dans le processus de financement du développement et, plus largement, dans les espaces multilatéraux.

LE MULTILATÉRALISME PEUT-IL ÊTRE RÉTABLI ? S'ORGANISER AU-DELÀ DES CLIVAGES

S'organiser et résister face à ces failles du multilatéralisme fait depuis longtemps partie des outils politiques féministes. La lutte pour un système multilatéral démocratique et inclusif n'est pas une revendication féministe marginale, mais plutôt une condition nécessaire au bon fonctionnement de l'écosystème mondial. C'est d'autant plus urgent que nous traversons une période de crise profonde, marquée par de multiples génocides en cours, des violations généralisées du droit international et la présence croissante de mouvements anti-droits organisés qui s'efforcent activement d'infiltrer et de remodeler les espaces multilatéraux. Répondre à cette situation nécessite une alliance organisée et une solidarité qui dépassent le cadre des seuls mouvements féministes, afin d'être reprises par l'ensemble de l'écosystème de financement pour l'égalité de genre.

Anisha Chug, de la WFA, a suggéré que *« les donateur-ice-s, et notamment les donateur-ice-s féministes, s'engagent dans le système multilatéral avec autant de détermination politique que les militants et militantes sur le terrain pour le changer. »* Cet appel a un poids particulier puisqu'il provient de fonds pour les femmes, qui se situent entre les mouvements et les donateur-ice-s. Depuis une position différente dans l'écosystème, Linda Weisert, directrice mondiale du développement et de l'équité des écosystèmes à la Children's Investment Fund Foundation (CIFF), a souligné que certain-e-s donateur-ice-s philanthropiques commencent à donner la priorité et à défendre un système multilatéral capable de rassembler divers acteur-ice-s autour de programmes communs. Les participant-e-s ont au final déclaré que le multilatéralisme basé sur la coopération internationale, la solidarité et la justice demeure une priorité urgente pour réformer l'architecture financière mondiale, préserver et mobiliser les ressources essentielles aux mouvements féministes.

Groupe de travail féministe sur le financement du développement (FfD)

Les pressions constantes exercées par la société civile féministe et militante pour la justice de genre, notamment le Women's Major Group (WGM), ONU Femmes et leurs partenaires, ont conduit à la réinstauration du groupe de travail féministe du Mécanisme de la société civile sur le FfD en février 2025, mettant fin aux efforts visant à réduire davantage cet espace. Pour les féministes, cela a représenté une victoire collective dans un processus qui risquait de faire abstraction complète de l'égalité de genre. Cela a ré-introduit un programme de défense des droits des femmes dans l'architecture du FfD, garantissant ainsi la reconnaissance du financement de l'égalité de genre et des ressources féministes comme éléments centraux de la réforme systémique du financement du développement.

RESPONSABILITÉ EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ DE GENRE: UNE DETTE DE LONGUE DATE

Ce n'est pas malgré le contexte actuel, mais bien à cause de celui-ci, que les féministes continuent de militer pour que l'égalité de genre cesse d'être considérée comme un objectif ambitieux et devienne une obligation politique contraignante pour les gouvernements. Cela inclut des demandes de financement adéquat et durable, de normes mondiales claires et de sanctions applicables en cas de non-respect des engagements. Les participant·e·s ont insisté sur la nécessité d'un *cadre de financement féministe à l'échelle des Nations unies pour les organisations de femmes, les organisations dirigées par des filles et la société civile*, comme le réclament les féministes dans le cadre du processus FfD4. Cela doit s'accompagner d'une communication transparente sur le financement de l'égalité de genre, d'une reconnaissance des mouvements féministes en tant qu'acteurs politiques et détenteurs de connaissances, et d'une pression constante sur les gouvernements et les donateur·ice·s pour que leurs engagements se traduisent par des dépenses publiques sensibles au genre et, à terme, transformatrices.

TROUVER LES POINTS POSITIFS: FENÊTRES D'OPPORTUNITÉS AU SEIN DU FFD4

Si les points sensibles identifiés précédemment reflètent les mesures nécessaires pour renforcer le financement de l'égalité de genre, cette section se concentre sur ce qui pourrait résulter du processus FfD4. Malgré les nombreuses lacunes du document final, certaines participant·e·s ont identifié des opportunités modestes mais significatives autour desquelles les féministes s'organisent déjà en vue de les consolider et de les défendre. Par-dessus tout, les participant·e·s ont clairement indiqué que le FfD4 devait être considéré comme un point de départ: un socle fragile à partir duquel les mouvements féministes doivent continuer à se mobiliser, de contester le pouvoir et de façonner l'avenir.

INITIATIVES PROMETTEUSES DANS LE CADRE DES PLATEFORMES D'ACTION DE SÉVILLE (SPA)

Deux initiatives dans le cadre de la SPA – « Investir dans les soins », menée par le Mexique, le Brésil, la Colombie, ONU Femmes, l'Organisation internationale du travail (OIT) et l'Alliance mondiale pour les soins (GAC), et « Financer l'égalité de genre », co-dirigée par ONU Femmes et l'Espagne – ont suscité un vif intérêt dans les milieux féministes et sont considérées comme des leviers potentiels dans le cadre du suivi de la FfD4 par les organisations et les allié·e·s qui les ont approuvées. Comme l'ont néanmoins souligné les participant·e·s, ces initiatives serviront de test pour déterminer si les engagements pris à Séville se traduiront par des changements substantiels en matière de financement, de gouvernance et de responsabilité en faveur de l'égalité de genre.

DÉFENSE FÉMINISTE DU CHANGEMENT MACROÉCONOMIQUE

Les participant·e·s ont clairement indiqué que le financement féministe ne se limite pas au simple financement des mouvements. Si nous ne nous attaquons pas aux questions des finances publiques, de la politique fiscale, de la marge de manœuvre budgétaire et des investissements dans les services publics et les soins, tant au niveau mondial que local, les revendications féministes risquent de se limiter à des petits projets sans changer le système économique patriarcal et colonial dans son ensemble. Comme l'a déclaré Paulina Sicius, directrice générale de l'IAFFE, « *le féminisme est un moteur essentiel du changement macroéconomique* ». Les politiques macroéconomiques – en

matière de fiscalité, de dette, d'austérité et de dépenses publiques – ne sont pas neutres du point de vue du genre. Considérer ces politiques comme des questions féministes permet de garantir des résultats qui répondent aux expériences vécues par les femmes et les personnes LGBTQ+, et de s'attaquer aux inégalités structurelles qui concentrent les richesses et imposent aux femmes des activités de soins non rémunérées et sous-payées, en particulier dans les pays du Sud global.

La justice fiscale et la justice en matière d'endettement sont des outils de financements féministes

La conférence a donné lieu à de nombreuses discussions sur les différentes stratégies mises en œuvre par les féministes pour continuer à lutter en faveur de l'annulation de la dette, d'une fiscalité progressive et de la justice fiscale en tant qu'outils de financement essentiels susceptibles de libérer des ressources pour l'égalité de genre et les mouvements féministes. Les progrès réalisés en vue d'une [Convention fiscale des Nations Unies](#) constituent un levier essentiel pour lutter contre l'injustice fiscale mondiale et libérer des ressources publiques pour les priorités féministes. De même, malgré le langage édulcoré utilisé dans les conclusions de la FfD4 sur la dette, la dynamique croissante autour de la nécessité d'un [cadre de référence des Nations Unies sur la dette](#) a été identifiée comme une opportunité pour promouvoir des approches équitables, transparentes et basées sur les droits pour le remboursement de la dette. D'autres initiatives peuvent être mises à profit, notamment le UE-ALC Pact for Care et les efforts conjoints visant à taxer les super-riches, tels que la récente [coalition mondiale](#) dirigée par l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Espagne.

SIGNES D'UN REGAIN DE DYNAMISME POUR LE FFP

La FFP a été décrite comme « *offrant un précieux aperçu du leadership* », comme l'a observé Lyric Thompson, fondatrice et PDG de la [Feminist Foreign Policy \(FFP\) Collaborative](#), au lendemain de la FfD. Un petit groupe de gouvernements engagés et alignés sur la FFP, parmi lesquels le Mexique, la Colombie, la Slovénie et l'Espagne, a saisi l'occasion offerte par le processus de la FfD pour défendre des approches féministes dans le cadre des négociations officielles.

Face aux résultats inégaux de la FfD, les [données](#) du FFP Collaborative suggèrent que les pays ayant adopté les cadres FFP ont consacré une part plus importante de leur APD à l'égalité de genre, ce qui démontre le potentiel de la FFP non seulement en tant qu'outil politique et de plaidoyer, mais aussi en tant que [vecteur](#) permettant d'obtenir des gains financiers tangibles pour les mouvements féministes.

Ce nouvel engagement repose sur les résultats de la [4e Conférence ministérielle des diplomates féministes](#), organisée par la France à Paris fin octobre 2025, et vient en anticipation de la [5e Conférence ministérielle](#) qui se tiendra l'année prochaine à Madrid, en Espagne, et qui constituera un moment crucial pour dépasser les déclarations politiques. Les participant-e-s ont souligné que, contrairement aux éditions précédentes, la prochaine conférence ministérielle devra déboucher sur des engagements concrets, notamment sur des allocations budgétaires spécifiques claires, et non sur de simples affirmations symboliques.

TROUVER DES ALLIÉ·E·S

Une autre réflexion importante a porté sur la difficulté – mais aussi l'intérêt stratégique – de nouer des alliances dans le domaine financier. Les participant·e·s ont critiqué la séparation systématique entre « finances » et « égalité de genre » dans les structures gouvernementales et institutionnelles, la qualifiant d'artificielle et de construction politique. Elles se sont également interrogées sur la pertinence et les modalités d'une collaboration avec les institutions financières internationales. Malgré des opinions divergentes, certaines participant·e·s ont souligné l'importance pour les féministes de travailler aux côtés des mouvements pour la justice économique, fiscale, de la dette et du développement afin d'influencer des acteurs puissants tels que le FMI, la Banque mondiale et le processus FfD lui-même. Collaborer avec les donateur·ice·s et les acteur·ice·s philanthropiques a été présenté comme une tactique potentielle – notamment en proposant d'exploiter les engagements des gouvernements qui ont exprimé leur soutien en faveur du financement de l'égalité de genre – à condition que cela se traduise par des changements politiques concrets et ne compromette pas l'autonomie féministe ou les revendications politiques.

Alors que certains gouvernements font marche arrière, d'autres vont de l'avant

Au F4FF, la France, l'Afrique du Sud et l'Espagne ont montré l'exemple en défendant publiquement le financement féministe. [La France](#) a souligné que les organisations féministes devaient être au cœur de la réforme des systèmes internationaux; l'Afrique du Sud a mis en évidence la contradiction entre le discours sur l'égalité et les restrictions des budgets consacrés à la justice, appelant à une transformation fiscale basée sur une budgétisation et des marchés publics adaptés au genre; et l'Espagne a à nouveau déclaré le féminisme comme principe démocratique, en mettant en avant sa [politique étrangère féministe](#) et sa [stratégie de coopération féministe](#) récemment lancée.

EXPLORER DE NOUVELLES POSSIBILITÉS: DÉBATS FÉMINISTES SUR LES MÉCANISMES FINANCIERS INNOVANTS

Les discussions sur les financements innovants ont été parmi les plus animées et controversées de la conférence. Dans un contexte de précarité financière croissante et de ressources extrêmement réduites, les mouvements féministes sont contraints de se confronter à des questions complexes – et souvent contradictoires – sur la manière dont le travail féministe est financé, par qui et à quel prix. Ces débats se déroulent parallèlement à des changements politiques mondiaux, notamment dans le cadre du processus FfD et des [discussions sur l'avenir de l'aide](#), où le financement privé et mixte, ainsi que les mécanismes basés sur le marché, sont de plus en plus promus comme des solutions privilégiées pour combler les déficits de financement.

En réponse à cette situation, l'axe 3 a inclus un espace d'échange, de débat et de désaccord constructif. Cette section met en parallèle deux discussions complémentaires, mais distinctes: d'une part, les efforts déployés au niveau des mouvements pour expérimenter, adapter et « pirater » les outils financiers afin de garantir leur durabilité; d'autre part, les critiques structurelles plus poussées du virage vers le financement privé et les risques qu'il représente pour la politique féministe, ainsi que les questions de responsabilité et de justice. Les réflexions qui suivent s'appuient sur ces

conversations, tout en s'inspirant de l'analyse féministe développée par des mouvements et des organisations tels que l'AWID, afin d'approfondir certaines nuances et de mettre en évidence ce que les féministes remettent en question, contestent et proposent pour l'avenir.

HACKER LE SYSTÈME: DÉPASSER LES SUBVENTIONS

Une partie de la discussion a porté sur les méthodes utilisées par les mouvements féministes et les donateur·ice·s pour modifier ou « pirater » les outils financiers existants et poursuivre leur action, d'autant plus que les subventions, qui ont longtemps soutenu le travail féministe, sont désormais moins fiables.

S'appuyant sur des études récentes et sur des conversations avec des acteur·ice·s du domaine de la justice de genre, Katie Lau, de Gender Funders CoLab, a expliqué que le plus grand défi du financement féministe ne réside pas seulement dans l'obtention de capitaux privés. L'enjeu consiste à modifier la manière dont les outils financiers sont développés, gérés et exploités afin qu'ils correspondent aux valeurs et aux objectifs féministes. Dans cette optique, « dépasser les subventions » ne signifie pas les abandonner. Il s'agit plutôt d'explorer toute la gamme des ressources disponibles dans le secteur financier et patrimonial pour constituer des actifs, épargner pour l'avenir ou assurer une stabilité à long terme, en particulier compte tenu des restrictions que peuvent imposer les subventions traditionnelles.

Au cours de l'axe 3, Katie a également encouragé les participant·e·s à envisager l'innovation de manière holistique. Beaucoup des « innovations » dont on parle font déjà partie des systèmes financiers mondiaux, en particulier dans les pays du Sud global et les communautés de la diaspora. Nous devons donc mieux appréhender ce qui existe déjà et ce qui peut être adapté aux besoins des mouvements. Elle a appelé cela « pirater le système », c'est-à-dire exploiter les outils financiers, les modèles de gouvernance et les différents types de capitaux pour soutenir les objectifs féministes plutôt que favoriser le profit.

Leçons tirées du Fonds pour l'égalité et d'autres initiatives expérimentant des modèles de financement innovants

Au cours de ces discussions, les participant·e·s ont souvent cité [le Fonds Égalité](#) comme un exemple clé de l'utilisation du financement innovant au service des objectifs féministes. Le Fonds Égalité a suscité un intérêt particulier de la part des donateur·ice·s et des décideur·euse·s politiques féministes de la région nordique, où il existe un potentiel pour la mise en place d'un mécanisme similaire, soulignant que ce type d'expérimentation gagne du terrain. Fos Feminista est une autre organisation qui a intégré des financements innovants dans son portefeuille de financement, alors que l'IPPF et Countdown 2030 Europe commencent à explorer comment ces outils peuvent compléter l'APD et garantir des investissements durables et basés sur les droits DSSR.

Si ces efforts ont clairement permis de mobiliser davantage de ressources pour la justice de genre et les droits des femmes, ils doivent être considérés comme s'inscrivant dans une tendance structurelle plus large. Les études menées par l'AWID démontrent que même les investissements dont les impacts sont les plus progressistes s'inscrivent dans une tendance plus large vers la financiarisation des secteurs à but non lucratif et de la justice de genre, ce qui soulève des questions qui méritent une réflexion approfondie. À terme, ce processus risque de supplanter les programmes féministes et de justice sociale au profit de la logique financière capitaliste de retour sur investissement, d'efficacité et de risque, ce qui restreint l'imagination politique du secteur et change l'ordre de priorité.

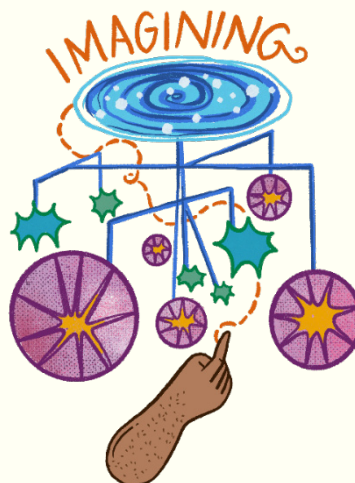
REGARDER L'AUTRE CÔTÉ: CRITIQUES STRUCTURELLES DU FINANCEMENT PRIVÉ

Outre ces réflexions à l'échelle du mouvement, un tableau bien plus alarmant a été dressé concernant le glissement vers le capital privé en matière de financement du développement et de ressources pour la justice de genre. Les participant·e·s ont clairement indiqué que les expériences féministes menées dans un contexte difficile ne devaient pas être confondues avec un soutien envers la tendance actuelle visant à faire du financement privé la principale réponse aux inégalités mondiales. L'analyse de l'AWID montre que l'investissement à impact sur le genre (GII) et les outils similaires, souvent qualifiés d'« efficaces » et d'« influents », profitent principalement aux capitaux privés et aux élites fortunées. Même lorsque ces méthodes utilisent des termes tels que « autonomisation » ou « changement de système », elles conduisent souvent à une financiarisation et à une privatisation accrues des biens publics et peuvent maintenir, voire renforcer, les systèmes qui sont à l'origine des inégalités de genre et raciales.

VIVRE AVEC LES CONTRADICTIONS

Les discussions lors de la conférence ont porté sur une vérité fondamentale en matière de financement féministe – comme nous le rappellent l'AWID et d'autres – à savoir que les questions de financement, d'investissement et de ressources sont profondément politiques et éthiques. Critiquer les systèmes financiers façonnés par l'exploitation et les inégalités n'est pas une question secondaire pour les féministes, mais une étape essentielle pour assumer leurs responsabilités. Il est tout aussi urgent d'œuvrer pour la justice et de garantir les conditions matérielles qui permettent aux personnes et aux communautés de survivre. Concilier ces deux aspects peut parfois nous plonger dans un tourbillon de contradictions, de tensions inhérentes et de compromis.

Malgré des points de vue divergents, un principe politique est toutefois apparu comme une évidence lors de la conférence: une approche privilégiant le financement public doit être au cœur du plaidoyer féministe pour obtenir davantage de ressources et de meilleure qualité. Bien que les financements innovants puissent parfois soutenir le travail des mouvements, ils ne peuvent remplacer la responsabilité des gouvernements en matière de financement de la justice de genre via les ressources publiques basées sur les droits. Considérer les capitaux privés comme un substitut aux fonds publics qui, comme l'ont très justement souligné certains participant·e·s, nous sont dus et nous appartenent en tant que tels, est un choix politique que nous devons sans cesse remettre en question, comme beaucoup de nos prédécesseuses féministes l'ont fait et continuent de le faire, en particulier dans les pays du Sud global.



L'univers féministe financé pour lequel nous continuons à nous battre

*« Mais je vous le dis, il faut plus que des mots pour réaliser ses rêves
Il faut plus qu'une tape dans le dos, il faut
Plus que des éloges, des récompenses ou des publications sur les réseaux
Il est grand temps, assez du tokenisme, assez des miettes
Il est grand temps de joindre le geste à la parole
Financez-nous ! »*
- Karimot Olábí Odébòdé, *Je les connais, vous les connaissez*

La conférence F4FF a représenté une occasion d'écouter et de se faire entendre. Il s'agissait d'un appel au rejet des systèmes de pénurie, qui a également permis de réaffirmer qu'un avenir féministe bien financé n'était pas hors de notre portée. Afin de donner plus de sens à la conférence, il est essentiel de poursuivre ces discussions et d'intégrer ces enseignements dans l'écosystème féministe au sens large, et au-delà.

Au sein de WtT, nous assumons la responsabilité qui découle du travail que nous avons accompli au cours des deux dernières années, et nous nous engageons à transmettre les réflexions et les recommandations du F4FF dans divers espaces mondiaux. Depuis la conférence, ces idées ont déjà été relayées lors d'événements tels que la **4e Conférence ministérielle des diplomaties féministes** à Paris, le **2e Sommet mondial pour le développement social** à Doha et le **20^e G20** à Johannesburg. Dans la perspective de 2026, nous nous engageons à élargir cette influence à des forums mondiaux clés, notamment la **70e Commission de la condition de la femme (CSW)**, la **Commission de la population et du développement (CPD)**, le **Forum de l'ECOSOC sur le suivi du financement du développement** (Forum FfD), **Women Deliver 2026** et la **5e Conférence sur les diplomaties féministes** à Madrid.

Grâce à la collaboration et à la co-création avec nos partenaires tout au long de ce parcours, nous œuvrons pour renforcer et diversifier les débats sur les sources de financements féministes dans ces espaces. Ces événements sont plus que de simples réunions. Ce sont des occasions de continuer à promouvoir un financement à long terme, flexible et basé sur la confiance, une restructuration des modèles de responsabilité, un financement des mouvements en tant qu'écosystèmes, et la responsabilisation des gouvernements et des institutions quant à leur pouvoir et leurs engagements.

Ces réflexions sont également proposées comme des opportunités de soutien et des sources d'information pour participer non seulement aux rencontres mondiales traditionnelles, mais aussi à des espaces où les conversations peuvent sembler intimidantes ou plus techniques, et où les féministes continuent néanmoins de se rendre car elles ont conscience de l'urgence du travail à accomplir.

Comme l'a exprimé la chercheuse Hilal Gençay: « *Le mouvement féministe n'a pas besoin d'être sauvé, il a besoin de solidarité. Il nous faut des ressources, pas des autorisations.* » Pour changer les règles du jeu, nous devons miser sur nos propres connaissances, croire en nos valeurs communes et démanteler les systèmes financiers patriarcaux, coloniaux et capitalistes, tout en mettant en place des structures féministes capables de soutenir une transformation à long terme. Tel est le travail imaginé et mené par les mouvements féministes, contre vents et marées.

La F4FF a clairement démontré la résilience des mouvements féministes qui tiennent la ligne et continuent de se battre pour construire un avenir meilleur. L'enjeu est de trouver comment rallier le monde entier à leur cause.



Annexe 1.

Déstabiliser l'orbite: une non-conférence féministe

Avant de conclure, *que signifie créer un espace féministe ?* Nous ne prétendons pas détenir toute la réponse, mais nous avons saisi l'occasion offerte par la F4FF pour explorer, parmi de nombreuses possibilités, à quoi pourrait ressembler une « *non-conférence* » féministe.

Guidées par le travail réfléchi d'Ishita Chaudhry et Bhawna Khattar, deux conseillères expérimentées du monde majoritaire qui s'investissent depuis longtemps dans l'organisation de rassemblements féministes et dont l'expérience a apporté à la conférence une perspective postcoloniale vécue, nous avons été invitées à nous éloigner des formats traditionnels de conférence de manière réfléchie et intentionnelle. Les méthodologies féministes étaient au cœur de la F4FF, un espace destiné à favoriser les interactions et la construction collective plutôt que la participation passive. Dans cette optique, la conférence a été délibérément conçue dans un format intimiste, réunissant moins de 200 personnes afin de permettre aux participant·e·s de nouer des liens et d'échanger entre elles. Le cadre a été pensé pour garantir non seulement la présence des voix du monde majoritaire, mais aussi leur place centrale tout au long de la conférence. Nous avons avant tout cherché à créer un espace tolérant l'imperfection, ancré dans la solidarité et la bienveillance, sûr et propice aux interactions.

La ville: pourquoi Madrid ? En organisant la conférence en Espagne, nous avons placé la F4FF dans la continuité directe de la FfD4 qui s'était tenue à Séville quelques mois plus tôt, créant ainsi un pont entre les engagements financiers mondiaux et la responsabilité féministe. L'Espagne offrait un avantage politique et symbolique unique: elle est actuellement le théâtre de décisions importantes en matière d'égalité de genre et de droits des femmes. L'organisation de la F4FF à Madrid a également renforcé la dynamique menant à la prochaine réunion ministérielle sur les diplomaties féministes, qui se tiendra à Madrid en 2026.

Le lieu: Le choix de La Casa Encendida en tant que foyer de notre cosmos féministe ne fut pas seulement une décision logistique, mais aussi une décision symbolique et politique. *La Casa Encendida* s'inscrit dans une riche histoire de résistance communautaire et d'expérimentation artistique. Né d'un projet engagé en faveur de la justice sociale, de la créativité et de l'apprentissage collectif, ce lieu incarne des valeurs qui résonnent profondément avec l'éthique de F4FF. En nous réunissant dans un lieu qui a toujours encouragé l'expression populaire et l'organisation collective, nous avons fait en sorte que la conférence se déroule dans un écosystème vivant, marqué par la transformation et la bienveillance. Le lieu lui-même est devenu partie intégrante de notre méthodologie féministe: un foyer rebelle pour débattre et imaginer l'avenir du féminisme.

La restauration: Ayant conscience de la symbolique derrière le fait de rassembler des personnes autour d'un repas, nous avons souhaité nous associer à une organisation qui va au-delà de la simple restauration. Lakook est un projet qui offre de réelles opportunités aux réfugié·e·s et aux migrant·e·s qui reconstruisent leur vie en Espagne. En invitant *Lakook* à cuisiner pour F4FF, nous avons cherché à refléter dans les repas les perspectives politiques de la conférence elle-même. Leur présence nous a rappelé que la mise en place de ressources féministes signifie également soutenir des initiatives qui ouvrent des portes et honorent le parcours des personnes qui traversent courageusement les frontières à la recherche de nouvelles opportunités.

Artivisme: Migrantes Transgresorxs ont fait vivre l'artivisme au F4FF. Leur travail s'aligne sur notre engagement à mettre en avant les voix, les corps et les luttes du monde majoritaire et des communautés racisées. Inviter un collectif intersectionnel de personnes migrantes, racisées, noires, d'origine autochtone et LGBTQ+ à la F4FF, a permis d'ancrer la conférence dans un contexte réel d'expériences vécues par la diaspora, où les futurs féministes ont été non seulement discutés, mais aussi présentés, ressentis et co-crés. Leur présence a apporté une nouvelle dimension à cet espace, nous rappelant que les ressources féministes sont une question intersectionnelle indissociable de la justice migratoire, de la lutte antiraciste et du pouvoir créatif des communautés qui transgressent et reconstruisent.

Intervention de Migrantes Transgresorxs à la F4FF

Nous sommes un collectif de migrant·e·s latinos en Espagne et à travers l'Europe qui œuvrent en faveur de la décolonisation des espaces et pour faire entendre la voix des femmes, des personnes de couleur, des migrant·e·s et autres minorités. Nous repensons et réinventons les récits qui définissent notre image sur ce continent, en affirmant notre valeur, nos contributions et notre humanité commune. Nous honorons l'interconnexion de nos luttes, thème central de cette conférence.

Imaginons ensemble l'avenir, un avenir anticolonial. Le féminisme n'est pas le seul combat; nous devons être anticolonialistes et dire: Arrêtez le génocide. Libérez la Palestine. Libérez le Congo. Libérez le Soudan. Libérez Haïti.

Nous rendons grâce à nos ancêtres, et nous vous rendons grâce également. Merci de votre participation.

Identité visuelle: Ayant délibérément choisi de collaborer avec des artistes dont le travail correspond à nos valeurs et de leur offrir une plateforme, l'identité visuelle de F4FF s'est inspirée d'une philosophie féministe décoloniale – un univers féministe axé sur la bienveillance, la résistance, l'imagination et la construction d'un monde nouveau – créée par [Sonaksha Iyengar](#), illustrateur-ice queer originaire d'Asie du Sud qui explore des thèmes tels que la bienveillance, les représentations du corps et le genre, et milite activement en faveur de la justice pour les personnes en situation de handicap, de la justice sociale, de la justice climatique, de la santé mentale et du féminisme intersectionnel, en utilisant l'art en tant qu'outil politique et imaginaire.

Annexe 2.

Au-delà de F4FF: où les conversations ont mené

La F4FF n'a jamais été pensée comme un événement isolé. La conférence a favorisé des collaborations et des débouchés stratégiques qui continuent d'influencer les discussions sur les sources de financement féministes bien après notre rassemblement à Madrid.

Au cours des mois qui ont suivi, les idées et les revendications issues de la F4FF ont voyagé à travers divers espaces mondiaux et régionaux. Les participant-e-s ont également poursuivi les discussions engagées et approfondies lors de la conférence dans leurs propres contextes et mouvements.

Ce rayonnement de la F4FF nous rappelle que les rassemblements féministes créent une dynamique. Ils génèrent des prises de position et des tensions, mettent en lumière des questions cruciales, réaffirment l'avenir féministe auquel nous aspirons et définissent les conditions indispensables à sa réalisation.

GenderSphere (anciennement GWCL): [Réinventer la philanthropie privée](#)

En amont de la conférence F4FF: [Entretien avec des militantes expérimentées](#)

Centre international de recherche sur les femmes (ICRW): [Explorer les composantes du programme de financement avec Foteini Papaqioti](#)

Feminist Diplomacy Labs: [Dans la foulée de la FfD4 et en amont de la FFP - Paris](#)

Equal Measures 2030: [Redéfinir le risque: les risques liés au non-financement des mouvements féministes](#)

Feminist Leadership and Economic Advancement Initiative (FemLEAD): [De quelles manières les mouvements féministes osent-ils rêver au-delà des limites du financement traditionnel ?](#)

ODI Europe: [Conclusion de la conférence F4FF](#)

Restless Development: [La conférence Financing for Feminist Futures \(F4FF\) est terminée, mais notre travail est loin d'être fini !](#)

Hivos: [Ici, à la conférence Financing for Feminist Futures](#)

Mama Cash: [Réimaginer le financement pour une action climatique collective sensible au genre](#)

Beth Woroniuk: [Conclusion de la conférence F4FF](#)

AWID: [Résultats de la F4FF par Bruna Martinez lors du lancement du rapport de l'AWID: Où est l'argent ?](#)

Alliance for Feminist Movements: [Réflexions sur la conférence F4FF par Yasmina Belismane](#)

Magazine Alliance Compte rendu de la conférence F4FF:

[De la pénurie à l'abondance: qu'avons-nous appris lors de la conférence « Financing for Feminist Futures » \(Financer l'avenir féministe\) ?](#) Par Kit Muirhead

[Si nous voulons que la démocratie prospère, nous avons besoin d'une IA féministe](#)»: Luisa Machado sur le financement de l'activisme des jeunes, la justice numérique et l'IA éthique à la conférence F4FF

[« Les femmes consomment des drogues, faites avec ! » La politique en matière de drogues comme enjeu féministe \(et financier\)](#). Par Kit Muirhead

[Pourquoi le financement féministe doit être au cœur du programme mondial de développement](#). Par Bruna Martinez et Jim Monkel

[La justice fiscale est un impératif féministe](#). Par Priyanka Samy

[Financer un avenir féministe: accepter les imperfections du féminisme](#). Par Maryam Jamali

[Au-delà de la compartimentation: repenser le financement d'un avenir équitable](#). Par Ezgi Akarsu

[Réflexions sur la conférence « Financer un avenir féministe »](#). Par Leah Moss

[Financer un avenir féministe: redéfinir nos sources de financement pour le changement](#). Par Siân Kavanagh

Annexe 3. Ressources et références citées

Rapports, articles et publications

ActionAid International; Akina Mama wa Afrika; le Nawi Collective (2025). [Beyond Neoliberalism: Weaving a Feminist Future Together — The Jacaranda Paper](#).

Alliance Magazine. [Financing for Feminist Futures—Rapport de Conference](#).

Forum et réseau africains sur la dette et le développement (AFRODAD) (2022). [A Feminist Approach to Debt](#).

Forum Asie-Pacifique sur les femmes, le droit et le développement (APWLD) (2016). [Development Justice Briefer](#).

APWLD (2025). [Resisting Corporate Capture of UN Multilateral Spaces: The Role of Civil Society in Dismantling Systems of Exploitation and Greed](#).

AWID (2023). [Gender Impact Investing and the Rise of False Solutions: An Analysis for Feminist Movements](#).

AWID (2025). [Where Is the Money? An evidence-driven call to resource feminist organizing?](#)

Mouvement des peuples asiatiques sur la dette et le développement (APMDD). [Austerity in the Global South](#).

Fondation Baring (2021). [Leading the Way: The Role of Global Britain in Safeguarding the Rights of the Global LGBTI+ Community](#).

Black Feminist Fund (2023). [Where Is the Money for Black Feminist Movements?](#)

Cavallero, L. & Gago, V. (2021). [A Feminist Reading of Debt](#). Pluto Press.

Calala Fondo de Mujeres. [Décolonialité.](#)

Centre pour les droits économiques et sociaux (CESR). (2025). [Building blocks for change: Reflections on FfD4 and the Compromiso de Sevilla.](#)

Mécanisme de financement du développement de la société civile (CSO for FfD). [Agenda féministe.](#)

Closer Than You Think. [Lost and Found in Transition.](#)

Countdown 2030 Europe (2025). [Unlocking the future of SRHR: Navigating the complex world of innovative financing models.](#)

DAWN – Alternatives de développement avec les femmes pour une nouvelle ère. [Feminist Macroeconomics.](#)

Doria Feminist Fund. [FAQ sur les subventions d'urgence.](#)

Réseau européen sur la dette et le développement (Eurodad). (2025). [Time to push back against the private finance bandwagon: Why the roles of public and private finance need to be rebalanced in Sevilla.](#)

Eurodad. [Why do we need a Framework Convention on Sovereign Debt?](#)

Equality Fund. [Gender Lens Investing Criteria.](#)

FEMNET – Réseau africain pour le développement et la communication des femmes (2025). [Report on the Feminist Forum on Financing for Development IV \(FFDIV\).](#)

Fenomenal Funds. [Resilience Grants.](#)

Fenomenal Funds (2023). Communities for Collective Care.

Fenomenal Funds (2023). [Theory of Transformation.](#)

Fenomenal Funds (2025). [Proven Pathways to Resilience: Organizational Investments That Drive Transformation.](#)

Fondo de Acción Urgente – América Latina (FAU-AL) (2022). [How can we ground ourselves in care and dance our revolution?](#)

FRIDA | The Young Feminist Fund. [Money Is Political.](#)

Funders4Palestine (2025). [Philanthropy and Repression: Not the Exception—The System.](#) The Forge.

Réseau Genre et Développement (2022). [What Is the Role of Northern Organisations in Global Justice Advocacy?](#) Document pédagogique.

Global Alliance for Care (2025). [Sevilla acoge un hito histórico: los cuidados entran en la agenda global de financiación.](#)

Human Rights Funders Network (2025). [Funding at a Crossroads: Foreign Aid Cuts and Implications for Global Human Rights.](#)

Institute for Journalism and Social Change (2024). [Inside the U.S. Christian Right's Spending Boom in Africa.](#)

Ipas (2026). [Expanded Global Gag Rule is a major blow to global health and human rights.](#)

Mama Cash & Astraea Lesbian Foundation for Justice (2020). [Vibrant Yet Under-Resourced: The State of Lesbian, Bisexual and Queer Movements.](#)

Mama Cash. [Sharing Power.](#)

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), Gouvernement français (2025). [Quatrième conférence ministérielle des diplomaties féministes.](#)

Ministerio de Asuntos Exteriores, Union Europea y Cooperacion. Gouvernement espagnol (2025). [Albares annonce à Paris que l'Espagne accueillera en 2026 la prochaine conférence sur la politique étrangère féministe.](#)

Ministerio de Asuntos Exteriores, Union Europea y Cooperacion. Gouvernement espagnol. [Politique étrangère féministe.](#)

New Humanitarian (2025). [Aid Is Political: Philanthropy Must Take a Stand.](#)

Noor (2024). [In the Shadows of Hate: Trends and Strategies of Fascist Fundamentalisms Across Regions.](#)

Overseas Development Institute (ODI). [The Future of Aid.](#)

OCDE (2024). [Chiffres de l'aide publique au développement 2024.](#)

Oxfam (2022). [The Assault of Austerity: How Prevailing Economic Policy Choices Are a Form of Gender-Based Violence.](#)

Oxfam (2025). [From Private Profit to Public Power: Financing Development, Not Oligarchy](#).

Oxfam (2025). [No Time to Retreat: The Urgent Case for Feminist Foreign Policy](#).

Oxfam (2025). [Oxfam reaction to Spain, Brazil and South Africa launching new coalition to tax the super-rich](#).

Oxfam (2025). [Personal to Powerful: Holding the line for gender justice in the face of growing anti-rights movements](#).

Oxfam (2025). [Resisting the Rule of the Rich](#).

Réseau international Prospera des fonds pour les femmes. [Pratiques de financement féministes – Tendances sur cinq ans](#).

Prospera International Network of Women’s Funds. [Feminist Funding Practice – Five-Year Trends](#).

Prospera International Network of Women’s Funds (2021). [10% to Women’s Funds!](#)

Rabat Process Partners (2025). [Rabat Declaration for Feminist Economic, Social, and Environmental Transformation](#).

Réaliser la justice sexuelle et reproductive (RESURJ). (2023). [Missed Opportunities and False Binaries: South feminist analysis from UN multilateral processes](#).

RESURJ (2024). [Who Gets to Panic?](#)

Rodríguez Enríquez, C. (2025). [Reimagining Macroeconomics: A Feminist Framework from the South](#). DAWN – Development Alternatives with Women for a New Era.

Shake the Table & The Bridgespan Group (2022). [Lighting the Way: A Report for Philanthropy on the Power and Promise of Feminist Movements](#).

South Feminist Futures. [Manifesto](#).

Tax Justice Network (2025). [UN Tax Convention](#).

ONU Femmes (2025). [At a Breaking Point: The Impact of Foreign Aid Cuts on Women’s Organizations in Humanitarian Crises Worldwide](#).

ONU Femmes (2025). [One in three organizations have suspended or shut down programmes on ending violence against women due to funding cuts](#).

ONU Femmes (2025). [SD 420 billion annual shortfall blocking gender equality in developing countries](#).

CNUCED (2024). [Entrenched Debt Crisis Press Release](#).

Nations Unies. [The True Cost of Peace](#).

Nations Unies (2018). [UN Flagship Report on Disability and Development 2018: Realizing the SDGs by, for and with Persons with Disabilities](#).

Nations Unies (2025). [Sevilla Commitment: Outcome Document of the Fourth International Conference on Financing for Development](#).

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (DAES). [Walking the Talk: Elements Paper Input](#).

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2021). [World Economic Situation and Prospects 2021 – Chapter 3: Latin America and the Caribbean](#).

Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (2025). [Programme des ODD: les déficits de financement dans les pays en développement \(document de travail du DESA n° 181\)](#).

Département de la communication mondiale des Nations Unies (DGC). (2025). Annonce de l'initiative SPA: Financement de l'égalité de genre – 4e Conférence internationale sur le financement du développement (FfD4), Séville, Espagne [Vidéo]. WebTV des Nations Unies. <https://webtv.un.org/en/asset/k1p/k1ptfe9rp3>

Woroniuk, Beth (2025). [Feminist Foreign Policy and Development Finance for Gender Equality: Momentum Under Threat — An Update of the 2022 Assessment of Commitments Report](#). Feminist Foreign Policy Collaborative.

Walking the Talk – Financing for Feminist Futures

Programme: <https://f4ff.global/program/>

Plénières: <https://f4ff.global/plenaries/>

Ateliers d'apprentissage: <https://f4ff.global/learning-huddles/>

12 Appels à l'action: <https://f4ff.global/12-calls-to-action/>

Recueil de recherches sur l'architecture du changement: <https://f4ff.global/fund-feminist-futures-research-compendium/>

Sites Web, plateformes et hubs en ligne

Accelerate Together. <https://accelerate-together.org/>

Fonds africain pour le développement des femmes. <https://awdf.org/>

Alliance pour les mouvements féministes. <https://allianceforfeministmovements.org/>

Anis – Institut de bio-éthique. <https://anis.org.br/en/start/>

Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID). <https://www.awid.org/>

Black Feminist Fund. <https://blackfeministfund.org/grantmaking/grantmaking-faqs/>

Children's Investment Fund Foundation (CIFF). <https://ciff.org/>

Communalpress (2023). « Nous ne pouvons pas lutter contre le machisme, le racisme, le néolibéralisme, la pandémie, avec des corps malades, avec des corps tristes, avec des corps déprimés. Parce que l'un des objectifs du système patriarcal est de faire en sorte que les femmes aient des corps malheureux. » [Reel Instagram](#), (2023).

Coordinadora de Organizaciones para el Desarrollo. <https://coordinadoraongd.org/>

Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (DSW). <https://www.dsw.org/>

Disability Rights Fund. <https://www.disabilityrightsfund.org/>

Equipop. <https://equipop.org/en/>

Feminist Co-Leadership. <https://www.feministcoleadership.com/>

Feminist Foreign Policy Collaborative. <https://www.ffpcollaborative.org/>

Fondo de Mujeres del Sur. <https://www.mujeresdelsur.org/?lang=en>

Fòs Feminista. <https://fosfeminista.org/>

Funders for Palestine. <https://www.funders4palestine.org/>

GAD Network – Réseau pour le genre et le développement. <https://gadnetwork.org/gadn-resources/northern-organisations-global-justice-advocacy>

Gender Funders CoLab. <https://www.genderfunderscolab.org/>

Global Alliance for Care. <https://globalallianceforcare.org/>

Handicapés et Fiers. <https://handifiers.org/>

Hivos. <https://www.hivos.org/>

IAFFE – Association internationale pour l'économie féministe. <https://www.iaffe.org/>

ILGA Pan-Africa. <https://panafricailga.org/>

Association internationale pour l'économie féministe (IAFFE). <https://www.iaffe.org/>

La Casa Encendida. <https://www.lacasaencendida.es/>

LatFem. <https://latfem.org/>

Mama Cash. <https://www.mamacash.org/>

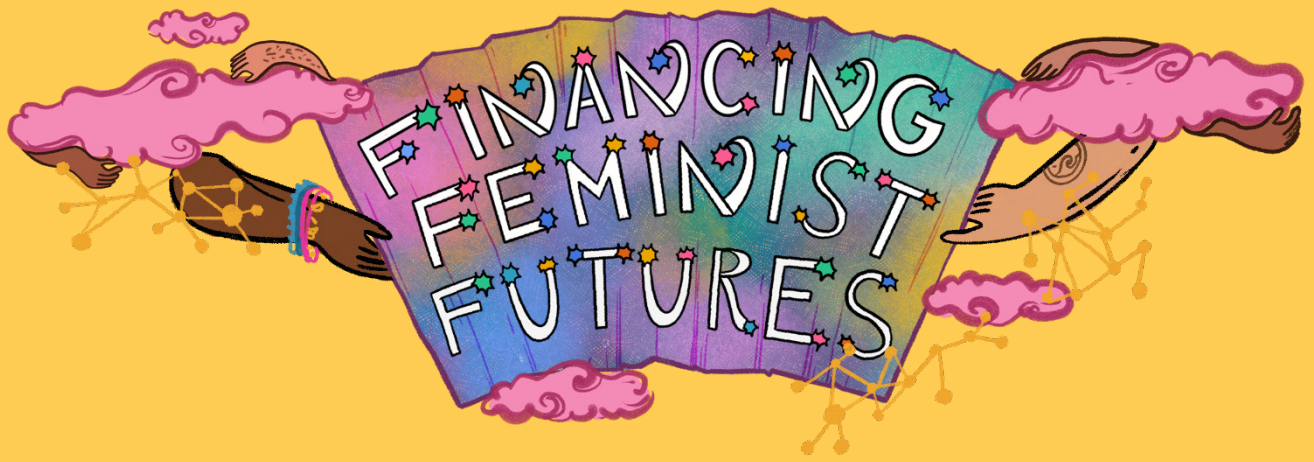
Migrantes Transgresorxs. <https://www.migrantestransgresorxs.org/>

MUNDOSUR. Marielle Franco Monitor. <https://mundosur.org/mmf/>

NAWI Africa. Kofa Knowledge Hub. <https://kofa.nawi.africa/>

ODI Europe. <https://odi.org/en/about/our-work/odi-europe/>

Pan Africa ILGA. <https://panafricailga.org/>
Prospera International Network of Women's Funds. <https://prospera-inwf.org/our-story/>
Purposeful. <https://wearepurposeful.org/>
Restless Development. <https://restlessdevelopment.org/country/uk/>
SEEK Development. <https://www.seekdevelopment.org/>
Society of Gender Professionals. <https://genderprofessionals.org/>
Sonaksha. <https://www.sonaksha.com/>
Sonke Gender Justice. <https://genderjustice.org.za/>
Volcánica. <https://volcanicas.com/>
WISE Nigeria Initiative. <https://wisenigeriainitiative.org/>
Women's Link Worldwide. <https://www.womenslinkworldwide.org/en/>



**Walking
the Talk**